



SECRETARIAT EXECUTIF

RAPPORT GENERAL 2006 DU SYSTEME CILSS

SOMMAIRE

Janvier 2007

<i>ACRONYMES ET PARTICULARISMES LEXICAUX</i>	5
<i>RESUME EXECUTIF</i>	9
I. INTRODUCTION	15
II. PROGRAMME REGIONAL D'APPUI EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION	16
2.1. OBJECTIF DU PROGRAMME	16
2.2. STRATEGIE D'INTERVENTION	16
2.3. ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES EN 2006	17
2.4. PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2006	20
2.5. FINANCEMENT EN 2006	29
2.6. DIFFICULTES RENCONTREES	30
2.7. LEÇONS A TIRER	30
III. PROGRAMME REGIONAL D'APPUI SUR LES ECHANGES DE PRODUITS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES	31
3.1. OBJECTIF DU PROGRAMME	31
3.2. STRATEGIE D'INTERVENTION	31
3.3. ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES EN 2006	31
3.4. PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2006	34
3.5. FINANCEMENT EN 2006	36
3.6. DIFFICULTES RENCONTREES	37
3.7. LEÇONS A TIRER	37
IV. PROGRAMME REGIONAL D'APPUI SUR LA MAITRISE DE L'EAU	39
4.1. OBJECTIF DU PROGRAMME	39
4.2. STRATEGIE D'INTERVENTION	39
4.3. ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES EN 2006	40
4.4. PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2006	42
4.5. FINANCEMENT EN 2006	44
4.6. DIFFICULTES RENCONTREES	44
4.7. LEÇONS A TIRER	44
V. PILOTAGE ET MANAGEMENT	45
5.1. OBJECTIF DU PROGRAMME	45
5.2. STRATEGIE D'INTERVENTION	45
5.3. ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES EN 2006	46
5.4. PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2006	51

5.5. FINANCEMENT EN 2006	56
5.6. SITUATION FINANCIERE ET ADMINISTRATIVE	58
5.7. DIFFICULTES RENCONTREES	60
5.8. LEÇONS A TIRER	60
VI. CONCLUSION	61
ANNEXES	62

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES.....	18
TABLEAU 2 : ACTIVITES NON PREVUES ET REALISEES	19
TABLEAU 3 : PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2006.....	24
TABLEAU 4 : ETAT DES FINANCEMENTS ET DEPENSES DU PROGRAMME (FCFA)	29
TABLEAU 5 : ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES DU PO 2006	33
TABLEAU 6 : ACTIVITES NON PREVUES ET REALISEES	34
TABLEAU 7 : PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2006.....	35
TABLEAU 8 : ETAT DES FINANCEMENTS ET DEPENSES DU PROGRAMME (FCFA)	36
TABLEAU 9 : ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES DU PO 2006	41
TABLEAU 10 : ACTIVITES NON PREVUES ET REALISEES.....	41
TABLEAU 11 : PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2006.....	43
TABLEAU 12 : ETAT DES FINANCEMENTS ET DEPENSES DU PROGRAMME	44
TABLEAU 13 : ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES	47
TABLEAU 14 : ACTIVITES NON PREVUES ET REALISEES.....	50
TABLEAU 15 : PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2006.....	54
TABLEAU 16 : ETAT DES FINANCEMENTS ET DEPENSES DU PROGRAMME.....	57
TABLEAU 17 : SITUATION DES CONTRIBUTIONS DES ETATS MEMBRES AU 31 OCTOBRE 2006.....	58
TABLEAU 18 : GENERATION DE RESSOURCES FINANCIERES PAR SITE.....	59
TABLEAU 19 : EXECUTION BUDGETAIRE CONSOLIDEE DU SYSTEME CILSS 31 OCTOBRE 2006.....	59

ACRONYMES ET PARTICULARISMES LEXICAUX

ABN	: Autorité du Bassin du Niger
ACER	: Adaptation aux changements et enjeux régionaux
ACMAD	: African Centre for meteorological applications for Development
ACDI	: Agence Canadienne pour le Développement International
ACP	: Afrique, Caraïbes, pacifique
ALG	: Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma
APCAN	: Appui au dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires
APENS	: Augmentation des précipitations par ensemencement des nuages au Sahel
BAD	: Banque africaine de développement
BID	: Banque islamique de développement
CBD	: Convention sur la biodiversité
CCC	: Convention cadre sur les changements climatiques
CCD	: Convention internationale de lutte Contre la Désertification
CEA	: Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	: Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CERPOD	: Centre d'études et de recherche en population et développement
CGP	: Cadre général de partenariat
CNA	: Composante nationale AGRHYMET
CER	: Comité Exécutif Restreint (SOSAR)
CGRN	: Gestion concertée en gestion des ressources naturelles
CILSS	: Comité permanent Inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CONACILSS	: Comité National CILSS
CORAF	: Conseil ouest et centrafricain pour la recherche et le développement agricoles
CPC	: Comité des Partenaires du CILSS
CRA	: Centre Régional AGRHYMET (Niamey)
CRESA	: Conseil Régional de la Sécurité Alimentaire
CRPS	: Comité régional de programmation et de suivi
CSAO	: Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
CSP	: Comité sahélien des pesticides
CSSA	: Cadre stratégique de Sécurité Alimentaire durable
CTA	: Centre technique agricole
CTG	: Comité technique et de gestion
DESS	: Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées
DHC-CP	: Diagnostic hydrique des cultures - Champs pluviométriques

DMN	: Direction de la météorologie nationale
ERS	: European Remote Sensing Satellite
FEWS	: Famine Early Warning System
FAO	: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCFA	: Franc de la Communauté financière africaine
FFEM	: Fonds français pour l'environnement mondial
FRIEND-AOC	: Flow Regimes from International Experimental and Network Data
FUL	: Fondation Universitaire Luxembourgeoise
GAR	: Gestion axée sur les résultats
GIRE	: Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GRN	: Gestion des Ressources Naturelles
GTZ	: Office allemand pour la coopération technique
GWP	: Global Water Partnership
HKI	: Hellen Keller international
HRPT	: High Resolution Picture Transmission
HYCOS-AOC	: Hydrological cycle observing system for West and Central Africa (système d'observation du cycle hydrologique pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale)
IBIMET	: Institut de Bio-Météorologie du Conseil National des Recherches (Italie)
ICRISAT	: International Crop Research Institute for Semi Arid Tropics
IFDC	: Centre international pour la fertilité des sols et le développement agricole
IIMI	: Ingénieur en instruments et micro-informatique
IITA	: International Institute of Tropical Agriculture
INRAN	: Institut National de Recherche Agronomique du Niger
INSAH	: Institut du Sahel
IPV	: Ingénieur en protection des végétaux
IA	: Ingénieur Agro-météorologue
IH	: Ingénieur hydrologue
IRD	: Institut de Recherche pour le Développement (ex. ORSTOM)
IREM/LCD	: Initiative régionale Environnement mondial et lutte contre la désertification
LCD	: Lutte contre la Désertification
LCD-RPS	: Lutte contre la désertification pour la réduction de la pauvreté
Lu/Lc	: Landuse/landcover
MAE	: Ministère des affaires étrangères
MERS	: Marché des énergies renouvelables au Sahel
MIFRAC	: Mission française d'appui au CILSS
MISTOWA	: Système d'information des marchés et des organisations de commerçants en Afrique de l'Ouest
MP	: Micro-projet
NDVI	: Normalized Difference Vegetation Index
NEPAD	: Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

NOAA	: National Oceanographic and Atmospheric Administration
NTIC	: Nouvelle technologie de l'information et de la communication
OOAS	: Organisation ouest-africaine de la santé
OHRAOC	: Observatoire hydrologique régional en Afrique de l'Ouest et centrale
OGM	: Organisme génétiquement modifié
OIG	: Organisation intergouvernementale
OMD	: Objectifs de Développement du Millénaire
OMM	: Organisation météorologique mondiale
OMVS	: Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal
ONG	: Organisation non gouvernementale
OP	: Organisation paysanne
OSS	: Observatoire du Sahara et du Sahel
PAC	: Politique Agricole Commune de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
PAN/LCD	: Plan d'Action National de lutte contre la désertification
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PAO	: Plan d'Action de Ouagadougou (sur la population et le développement)
PASR	: Plan d'Action Sous régional de la CCD
PCAE	: Politique Commune d'Amélioration de l'Environnement (espace CEDEAO)
PIREM	: Plate-forme des Institutions Régionales pour l'Environnement et la Météorologie
PLED	: Plan national d'énergie domestique
POA	: Plan d'Opérations annuel
PO	: Plan d'opérations
PRA	: Programme Régional d'Appui
PRADPIS	: Programme régional d'appui au développement de la petite irrigation au Sahel
PRA/SA/LCD/POP. DEV	: Programme régional d'appui/sécurité alimentaire/lutte contre la désertification/population-développement
PREGEC	: Prévention et gestion des crises alimentaires
PRESAO	: Prévision climatique saisonnière en Afrique de l'Ouest
PRS	: Programme régional solaire
PT	: Programme de travail 2004-2008
PV	: Protection des végétaux
REDDA	: Réseau pour l'Environnement et le Développement Durable en Afrique
RESIMAO	: Réseau des SIM de l'Afrique de l'Ouest
RPCA	: Réseau de prévention des crises alimentaires
RGPH	: Recensement général de la population et de l'habitation
ROPPA	: Réseau des Organisations Paysannes et Producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest
ROSELT	: Réseau d'Observatoires de surveillance écologique à long terme
SA	: Sécurité Alimentaire
SAC	: Système d'analyse conjoncturelle

SAEP	: Système d'approvisionnement en eau potable
SAP	: Système d'alerte précoce
SAT	: Système d'analyse territoriale
SARRA-H	: Système d'Analyse Régionale des Risques Agro climatiques H
SE	: Secrétaire exécutif
SEA	: Secrétaire exécutif adjoint
SED	: Stratégie énergie domestique
SGBD	: Système de Gestion des Bases de Données
SIAP	: Système intégré d'alerte précoce
SIE	: Système d'information sur l'environnement
SIM	: Système d'informations sur les marchés
SIG/TDT	: Système d'information géographique / Télédétection
SISEI	: Système d'information et de suivi de l'environnement par Internet
SISAS	: Système d'information sur la sécurité alimentaire au Sahel
SMIAR	: Système mondial d'information et d'alerte rapide
SNSA	:: Système national de sécurité alimentaire
SOSAR	: Stratégie Opérationnelle de sécurité alimentaire régionale
SP/CONACILSS	: Secrétaire Permanent du CONACILSS
SPM	: Suivi des précipitations par METEOSAT
SR	: Santé de la reproduction
SVN	: Suivi de la végétation par NDVI
SVS	: Suivi de la Vulnérabilité au Sahel
SYSCOA	: Système comptable ouest-africain
TDR	: Termes de référence
TSPV	: Technicien supérieur en protection des végétaux
UAM	: Unité d'Appui au management
UE	: Union européenne
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest-africaine
UICN	: Union mondiale pour la Conservation de la Nature
USAID	: Agence américaine d'aide au développement
VE/SR	: Veille environnementale et suivi des risques

Conformément à son plan d'opérations de l'année 2006 et à son programme de travail 2004-2008, le CILSS a conduit un ensemble d'activités et atteint des résultats significatifs dont l'essentiel est répertorié dans le présent rapport.

1. En ce qui concerne le **PRA/SA/LCD/POP/DEV**, les résultats atteints sont estimés à 70% de ceux attendus de l'exécution du plan d'opération annuel. En tenant compte des résultats obtenus lors des exercices passés, l'on peut estimer à 40% le taux des résultats atteints jusqu'ici au regard des prévisions du programme de travail 2004-2008. De façon plus détaillée, les résultats les plus importants sont les suivants :

- ***Pour la sécurité alimentaire***

Dans le domaine de la prévention et la gestion des crises alimentaires (PREGEC), l'animation du dispositif régional de veille à travers la tenue régulière des concertations régionales, a permis la diffusion d'informations sur le bilan de la campagne agricole.

A cela il faut ajouter le suivi de la campagne agropastorale et de la situation alimentaire dans la sous-région, qui a permis de produire et de diffuser des informations à travers les bulletins d'alerte et la prévision saisonnière 2006. Des appuis techniques et financiers ont été apportés aux pays dans le cadre de la mise en place des tests sur la vulnérabilité courante des ménages et sur les procédures de mise en œuvre du bilan alimentaire.

- ***Pour la gestion des ressources naturelles :***

Dans le domaine du pastoralisme, il faut signaler le renforcement des capacités des cadres sahéliens à l'utilisation de l'outil Toolbox et la mise en réseau pour respectivement mieux prendre en compte le pastoralisme dans les politiques et stratégies de développement et constituer un système d'information sur le pastoralisme au Sahel.

Concernant le foncier, la relance du processus Praia+ 9 sur le foncier rural au Sahel et en Afrique de l'Ouest est effective. Une feuille de route conduisant à l'élaboration et à la mise en œuvre de la charte foncière sous-régionale est à présent disponible.

Au niveau des activités éligibles au Fonds Italie/CILSS LCD-RPS, on a noté une nette accélération en termes de nombre de microprojets (MP) financés au Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal, passant de 178 en 2005 à 310 en 2006, soit une augmentation d'environ 74%. L'apport financier global sur la période 2005-2006 est estimé à environ 3,7 milliards de FCFA.

A travers la mise en œuvre de l'IREMLCD, plus de 260 millions de FCFA ont été transférés sur le terrain pour appuyer des actions de lutte contre la désertification ; 10 nouvelles conventions de financement de projets pour un total 540 millions de FCFA ont été approuvées. Ces financements bénéficient à une trentaine d'ONG sahéliennes pour un montant de 1,37 milliard de FCFA, dont 537 802 339 FCFA approuvés cette année.

En matière d'énergies domestiques et alternatives dans le cadre du PREDAS, un accent particulier a été mis cette année sur la consolidation des savoir-faire sahéliens avec l'organisation et la tenue de la rencontre «Marché des Energies Renouvelables au Sahel et en Afrique de l'Ouest » (MERS 2006). A cela, il faut ajouter la mise en place de l'unité pilote de production et de commercialisation d'agglomérats de charbon de *Typha australis* au Mali et la formation des acteurs sahéliens en construction du foyer amélioré Rocket Stove, en gestion de base de données en énergie domestique, en fabrication de foyers améliorés (4050 foyers améliorés ont pu être diffusés).

- ***En matière de population et développement***

Les efforts ont été focalisés en 2006 sur la valorisation des acquis à travers la dissémination, dans les pays du CILSS, de l'outil de plaidoyer : « Lueurs d'espoir. Santé de la reproduction des adolescents au Sahel », la mise en ligne de la base régionale des profils démographiques et socio-économiques, la publication des rapports d'importantes études telles que les profils démographiques et socio-économiques, les systèmes migratoires ouest-africains, la mobilité et le VIH/SIDA.

En matière de renforcement de capacités, 27 professionnels de santé à l'opérationnalisation des stratégies des OMD (dont 2 pour la Guinée-Bissau, 10 pour le Niger et 15 pour le Sénégal), 206 professionnels de santé et de réseaux de population et développement ont été formés, et des appuis techniques ont été fournis aux neuf (9) groupes de travail interministériels pour documenter l'évolution des politiques de population depuis 1997.

- ***Concernant la formation, domaine transversal à la GRN, SA et POP DEV***

En la matière, 70 élèves ingénieurs de 2^{ème} année en agro-météorologie, en hydrologie et en micro-informatique et instruments (IA, IH et IIM) sont admis en 3^{ème} année (soit 100% de réussite), 21 élèves ingénieurs de 1^{ère} année en protection des végétaux (IPV) sont admis en 2^{ème} année (100% réussite) et 20 élèves-techniciens en protection des végétaux (TSPV) sur 22 sont admis en 2^{ème} année (95%).

A la fin de la campagne agricole 2005/2006, la production céréalière brute s'est élevée à 14 665 000 T. S'agissant de la campagne agricole 2006/2007, il est attendu une production céréalière brute prévisionnelle de 15 062 600T, soit une hausse de 3% par rapport à la campagne précédente et de 19% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Au plan alimentaire, on note un excédent céréalier prévisionnel de 1 851 200T.

2. **Le Programme régional d'appui Accès aux Marchés** a connu en 2006 sa première année d'opérationnalisation. Aussi, l'accent a été mis sur :

- La promotion d'un dispositif régional d'information sur les marchés ;
- Le développement des outils d'aide à la décision sur les marchés ;
- L'actualisation des informations/connaissances sur les filières transfrontalières et la conception d'un dispositif de suivi permanent des flux transfrontaliers ;
- La réalisation des actes indispensables à la clôture du Projet « Marchés Frontaliers » ;
- L'organisation d'une conférence régionale sur les perspectives agricoles en partenariat avec l'IFDC.

Les principaux résultats atteints ont été les suivants :

- **L'organisation de la 1ère édition de la conférence régionale** sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives d'échanges au Sahel et en Afrique de l'Ouest qui a mis en contact 144 participants représentant des organisations/réseaux d'opérateurs économiques, des dispositifs d'informations sur les marchés nationaux, venus de 15 pays de l'espace CEDEAO et des partenaires techniques et financiers. Au total **238** offres et demandes de produits agricoles et agroalimentaires ont été enregistrées.
- **La réalisation d'une étude sur les flux transfrontaliers** et la prise en compte du marché et des flux transfrontaliers dans la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Les résultats de cette étude sur les flux transfrontaliers, au Sahel, font ressortir que l'essentiel du commerce régional porte sur deux filières principales au sein de l'espace CILSS-CEDEAO à savoir les céréales et le bétail. Trois autres filières émergent, à savoir la mangue, le karité, le sésame. Un atelier de validation de l'étude a permis de proposer (i) des stratégies, des plans de promotion et des actions concrètes à entreprendre par les parties prenantes, notamment le CILSS pour améliorer le fonctionnement et la compétitivité des filières transfrontalières et des marchés à vocation sous-régionale retenus et (ii) un dispositif régional type de suivi permanent des filières et des flux transfrontaliers.

3. **Le Programme Régional d'Appui sur la maîtrise de l'eau** est articulé autour de cinq domaines d'actions qui sont :

- L'amélioration de la gestion intégrée des ressources en eau ;
- L'augmentation des ressources en eau mobilisables ;
- La gestion des aménagements ;
- L'amélioration de la productivité agricole et la diversification de la production ;
- Le développement de la recherche d'accompagnement dans le domaine de l'irrigation ;

Au titre des résultats obtenus au cours de l'année 2006, on peut signaler trois principaux:

- Le forum régional « **Eau-Sahel** » a permis d'élaborer et de faire adopter une plate-forme commune des Pays du Sahel dans le domaine de la maîtrise de l'eau. Cette plate-forme a été présentée lors du Forum Mondial sur l'Eau tenu en mars 2006 à Mexico. Ce forum régional «Eau-Sahel» constitue ainsi une première réponse à la déclaration du 14ème Sommet des Chefs d'Etat du CILSS portant sur la coalition mondiale intitulée « Maîtriser l'eau pour faire reculer la faim au Sahel » ;
 - 12 hydrologues de l'ABN ont été formés sur la courbe de tarage du 26 au 30 juin 2006 au CRA ;
 - La procédure d'appels d'offres pour la réalisation de nouveaux ouvrages de systèmes d'adduction d'eau potable et de réhabilitation d'anciens dans les 9 pays du CILSS est bouclée et va ainsi permettre le démarrage des travaux d'exécution en 2007 dans le cadre du PRS II.
4. **Le pilotage et le management du système CILSS** ont été émaillés de nombreuses difficultés en 2006 à cause principalement du manque de ressources financières pour la conduite des activités de coordination. D'autre part, la prise en main du Centre régional AGRHYMET par le Secrétariat exécutif, en raison de l'interruption forcée du mandat du Directeur Général a rendu l'activité de coordination et de pilotage encore plus difficile.

D'une manière générale, le Secrétariat exécutif et les Directions générales de l'INSAH et du Centre régional AGRHYMET sont soutenues dans leur action par les interventions des quatre unités d'appui au management: planification et suivi-évaluation, administration-finance-comptabilité, gestion des ressources humaines, communication-information-documentation. Tout cela a permis d'atteindre en 2006 les résultats ci-après :

Au niveau de la coordination et du pilotage :

- Le processus d'instauration de l'esprit d'équipe progresse de manière satisfaisante. Les diverses réunions de coordination et de pilotage (réunions de cabinet, conseil de direction, réunions mensuelles) ont donné l'occasion de régulièrement faire le point des activités des PRA et UAM, d'identifier les contraintes, de proposer et d'appliquer des mesures correctives. Des décisions ont ainsi été prises portant adoption et mise en œuvre des organigrammes des institutions spécialisées. Un calendrier de préparation des instances a été adopté et mis en œuvre.
- Comme conséquence à l'élargissement de la base de partenariat du CILSS, cinq (5) protocoles d'accord de coopération avec des partenaires ont été signés, dont les plus importants ont été sans conteste ceux avec la CEDEAO et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.
- Le processus de résolution de la crise institutionnelle au Centre régional AGRHYMET a mobilisé beaucoup d'énergie et de temps tout le long de l'année. A cet effet, plusieurs rencontres du groupe des partenaires des sites de Ouaga et de Niamey se sont tenues pour échanger sur les différentes voies de sorties de crise.

Au niveau de la communication :

- Le processus de valorisation des acquis du CILSS est mieux orienté. En effet, les résultats de l'étude sur les bases de données du Secrétariat exécutif et du CRA donnent une situation exacte de la capacité des installations informatiques et une meilleure connaissance des bases de données.
- L'expertise du CILSS est désormais accessible par les « clients » du système. Le site Web du Secrétariat exécutif qui comportait des informations totalement dépassées a été entièrement rénové et cadre mieux avec la nouvelle structuration du système et son approche programme.
- Toute la démarche du CILSS en matière de communication est désormais guidée par une stratégie consensuelle qui se positionne comme un instrument majeur pour plus de visibilité des actions du CILSS.

Au niveau de l'administration, des finances et de la comptabilité :

- Il y a une amélioration sensible de la gestion et de l'information financières, ce qui se ressent à travers les rapports financiers et comptables ;
- La gestion du CILSS se met progressivement en adéquation avec le système comptable de la plupart des Etats membres du CILSS avec l'adoption du SYSCOA.

Au niveau de la gestion des ressources humaines :

- L'année 2006 a été particulièrement riche et intense en matière de recrutement. Au total une trentaine (30) de postes ont été pourvus par des compétences confirmées pour compter de février 06. L'introduction de mini-centres d'évaluation de compétences et de comportement (Assessment center), a été testée avec succès.
- Pour la première fois dans le cadre de l'application du Statut du personnel, un conseil de discipline s'est tenu au Centre AGRHYMET (février 2006) pour résoudre des cas disciplinaires. Comme conséquence, deux cas de licenciement ont été gérés avec satisfaction.

Au niveau de la planification et du suivi-évaluation :

- L'ancrage de la culture axée vers les résultats est progressif mais décisif. Les rapports qui sont fournis par les différentes composantes du système CILSS démontrent de plus en plus la valeur ajoutée de l'Institution en termes de changements, d'effets et d'impacts. L'institution commence à vendre désormais ses résultats et de moins en moins ses activités.
- De façon systématique, toutes les informations fournies dans les rapports font l'objet a posteriori de contrôle technique, à l'image du contrôle financier. Ce contrôle va désormais exiger des experts de se limiter aux activités essentielles qui seront à même de fournir des résultats.

- Le processus de mise en place de la base de données sur le suivi-évaluation est très avancé. Avec cette base de données qui sera opérationnelle à partir de 2007, il deviendra possible de documenter les réalisations du CILSS dans les pays et dans la région de façon systématique. Il sera ainsi possible aux pays de consulter au fur et à mesure l'ensemble des interventions faites à leur profit.

Pour terminer, nous donnons un bref aperçu de la situation financière et administrative.

Le budget de l'exercice 2006, d'un montant de 6 969 327 996 FCFA, adopté au dernier conseil des Ministres tenu à Bissau en mars 2006 a été financé à hauteur de 92,86% par la contribution des partenaires au développement du CILSS et de 7,14% par la contribution des Etats membres et la génération des ressources faite par le système CILSS.

La situation de l'exécution budgétaire au 31 octobre 2006, fait ressortir un cumul d'engagements de dépenses de **3 572 223 823 FCFA** sur un budget adopté de **6 969 327 996 FCFA**, soit un taux d'exécution de **51%**. Le taux de réalisation des interventions à la même date est de 42%. Ces faibles niveaux de consommation de crédits et de réalisation des interventions sont dus, d'une part à l'adoption tardive du budget (budget adopté en fin mars 2006) qui a ainsi occasionné une mise à disposition tardive des fonds, et d'autre part, à la suspension des financements de l'Union européenne relatifs à la SOSAR.

Enfin, pour la mise en œuvre de ses activités en 2006, le CILSS a disposé au total de 146 agents, dont 49 au Secrétariat exécutif, 36 à l'INSAH et 61 au Centre régional AGRHYMET.

Le rapport général du système CILSS est un important support de communication destiné aux instances, Etats membres et partenaires du CILSS. Il a pour but de rendre compte de l'exécution des activités approuvées par le Conseil des Ministres et de présenter les résultats et progrès enregistrés. Tout ce que fait le CILSS ne saurait tenir dans un seul rapport ; c'est pour cela qu'il sera fait surtout référence aux points saillants, les autres informations pouvant être consultées, soit dans d'autres rapports spécifiques, soit sur le site internet de l'Institution.

L'année 2006 a été la deuxième année de mise en œuvre de la réforme du CILSS décidée en janvier 2004 par les Chefs d'Etat et de Gouvernement. Elle a été marquée par des événements importants ayant influé de manière significative sur l'exécution des activités. Ces événements ont été de trois ordres.

D'abord, la tenue seulement en fin mars 2006 à Bissau (République de Guinée-Bissau) des sessions du Comité régional de programmation et de suivi, ainsi que du Conseil des Ministres, n'a pas permis une adoption à bonne date du plan d'opérations et du budget de l'année 2006, et consécutivement de la mise à disposition des ressources financières.

Ensuite, il faut souligner la suspension du financement de l'Union européenne destinée à la Stratégie opérationnelle de sécurité alimentaire régionale (SOSAR) portant sur des sommes importantes, intervenue du fait qu'un audit de l'exécution de cette convention était indispensable.

Enfin, l'Institution elle-même a été quelque peu perturbée par le départ forcé du Directeur général du Centre régional AGRHYMET par suite de malversations.

Malgré tout, de nombreuses activités ont pu être mises en œuvre et des résultats positifs enregistrés. Le présent rapport a pour but de rendre compte de l'état d'exécution de ces activités et des résultats obtenus. Il aborde successivement les activités menées et les résultats obtenus par : (i) le Programme régional d'appui Sécurité alimentaire/Lutte contre la désertification/Population-développement, (ii) le Programme régional d'appui Accès aux marchés, (iii) le Programme régional d'appui Maîtrise de l'eau, et enfin (iv) le Pilotage et le management. Pour chacun des programmes, le rapport met l'accent sur l'objectif, la stratégie d'intervention, l'état de réalisation des activités, les principaux résultats atteints, les difficultés rencontrées et les leçons à tirer. Au niveau du pilotage et du management, il est donné en outre la situation financière et administrative de l'Institution.

II. PROGRAMME REGIONAL D'APPUI EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION

2.1. OBJECTIF DU PROGRAMME

Les interventions prévues dans le cadre du PRA-SA-LCD-P&D visent à contribuer à l'atteinte de l'objectif spécifique **001** du Programme de travail quinquennal (2004-2008) du système CILSS à savoir « *Les Sahélien(ne)s disposent d'une meilleure sécurité alimentaire et gèrent mieux les ressources naturelles* ».

Trois résultats principaux avec des sous-résultats sont liés à cet objectif majeur et concernent la gestion des ressources naturelles (GRN) et la sécurité alimentaire (SA) à savoir : (i) Les productions agro-sylvo-pastorales sont accrues, (ii) Les politiques et stratégies en matière de sécurité alimentaire, de gestion des ressources naturelles et de population/développement sont mieux harmonisées et coordonnées, et (iii) Les acquis du CILSS en matière de SA, LCD/GRN, et population/développement sont capitalisés, valorisés et diffusés.

2.2. STRATEGIE D'INTERVENTION

Le Programme agit conformément aux principes édictés par le Cadre stratégique de sécurité alimentaire dans une perspective de lutte contre la pauvreté au Sahel (CSSA) à savoir :

- Le principe de complémentarité et de subsidiarité, du niveau local au niveau national et sous-régional ;
- Le principe de participation effective de l'ensemble des acteurs ;
- Le principe de responsabilité collective ;
- Le principe de transparence et l'obligation de rendre compte (accountability) ;
- Le principe de négociation permanente et approfondie entre les acteurs.

Ces différents principes sont une exigence du caractère multidimensionnel et multi-acteurs de la SA et de la GRN. Ces deux aspects ont été au cœur du processus d'élaboration de la SOSAR et du PASR-AO et ont affecté leur contenu, en cherchant à intégrer le mieux possible la complexité des situations d'insécurité alimentaire et de dégradation des terres de manière à construire des réponses réellement appropriées. De ce fait, la mise en œuvre du PRA/SA-LCD-POP-DEV repose sur un dispositif régional souple mais, permettant d'approfondir la méthode de concertation et de négociation entre États, OIG, acteurs socioprofessionnels et partenaires internationaux.

Cette méthode vise aussi à assurer un partage effectif du pilotage et de la mise en œuvre de ce Programme sur la base des responsabilités spécifiques des différentes catégories d'acteurs. Il en est de même sur le plan du dispositif de suivi-évaluation dont la conception et la mise en œuvre impliqueront effectivement les différentes catégories d'acteurs.

Ce dialogue à la fois politique et technique est par ailleurs un élément essentiel de la méthode développée en matière de rapprochement et de mise en cohérence des politiques sectorielles nationales affectant les conditions de la sécurité alimentaire régionale et de la gestion des ressources naturelles.

2.3. ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES EN 2006

Les activités ont été, pour la plupart, exécutées conformément au schéma de programmation du plan d'opérations annuel. Le tableau N°01 ci-dessous donne de façon résumée les activités principales qui ont été réalisées durant l'année 2006. Le détail peut être consulté à l'annexe 1.

En dehors des activités programmées, il y a aussi celles qui sont non programmées, mais qui ont été exécutées en raison de leur importance et leur actualité. Elles sont répertoriées au tableau 2.

Tableau 1 : Etat de réalisation des activités

N°	Activités principales	Taux de réalisation (%)
1	Promouvoir des technologies et connaissances favorables au développement des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux.	90
2	Développer des outils d'aide à la décision sur les risques liés aux inter- relations Pop/SA/Santé/ Environnement	20
3	Promouvoir l'utilisation des intrants agricoles homologués et le développement des filières agroalimentaires.	97
4	Accroître le nombre de cadres et techniciens formés en LCD/GRN, Population/Développement et dans l'adaptation à l'évolution des nouvelles technologies.	75
5	Renforcer les dispositifs nationaux et régional de suivi de la campagne agro-pastorale.	45
6	Mettre en place des outils plus performants d'aide à la décision en matière de suivi environnemental.	65
7	Mettre en place un cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité.	60
8	Accompagner les Etats dans la mise en œuvre de leurs programmes/projets de reboisement et dans la gestion concertée des ressources forestières partagées et/ou transfrontalières.	50
9	Aider les pays du Sahel à organiser durablement l'approvisionnement et l'utilisation des énergies domestiques et alternatives.	80
10	Elaborer un programme régional sur le pastoralisme.	40
11	Renforcer les capacités de suivi et de gestion des risques liés à l'évolution de l'environnement.	30
12	Appuyer les pays du Sahel dans l'orientation des politiques et des actions de LCD pour la réduction de la pauvreté.	70
13	Améliorer le dispositif de concertation de prise de décision et de suivi-évaluation des actions de sortie de crise	72
14	Elaborer les cadres de référence et les outils méthodologiques.	70
15	Mettre en place et animer les cadres de concertation adéquats aux niveaux national et régional.	30
16	Appuyer le processus d'élaboration de la charte régionale sur le foncier rural en AO.	70
17	Contribuer à la coordination des politiques régionales en matière de sécurité alimentaires, de LCD/gestion des ressources naturelles et de population/développement (PASR-AO, SOSAR, PAO, CSP, etc.) et à leur S/E.	20
18	Appuyer la mise en œuvre des grandes conventions (CCD, CBD, CCC).	60
19	Appuyer les Etats dans la mise en œuvre des plans d'actions relatifs aux différents conventions et traités internationaux.	0
20	Vulgariser les acquis du CILSS et des pays en direction des acteurs et utilisateurs.	47
21	Assurer le transfert des systèmes d'information en SA et des outils de suivi en SA, LCD/GRN et Pop-Développement aux autres pays de la sous-région.	65
22	Capitaliser et valoriser les connaissances dans les domaines de la gestion intégrée des ravageurs et des maladies des plantes.	40

Tableau 2 : Activités non prévues et réalisées

N°	Activités	Taux de réalisation (%)	Observations
1	Participer aux réunions de sensibilisation sur le Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) du Burkina Faso.	100	Le démarrage du RGPH est prévu en décembre 2006.
2	Examiner le rapport de la mission d'évaluation de la campagne de lutte contre le criquet pèlerin 2003 – 2005 : « visite des pays ; cas du Burkina Faso.	100	Des observations ont été faites et transmises à la FAO.
3	Effectuer des missions de pré-identification pour la prise en compte des aspects nutritionnels pour la surveillance et l'alerte précoce.	100	Le CILSS (SE-INSAH), en collaboration avec le MAE/France, la MIFRAC et l'IRD) ont visité le Mali, le Niger, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie et le Tchad.
4	Participer au Forum régional sur la nutrition.	100	Cette rencontre a été organisée par l'OOAS/CEDEAO à Mindelo (Cap-Vert) en septembre 2006.
5	Identifier les axes de collaboration CILSS-OOAS et partenaires (MAE/France, IRD, HKI).	100	
6	Participer à la rencontre d'information et d'échanges sur le processus d'élaboration du Schéma national et des schémas régionaux d'aménagement du territoire du Burkina Faso.	100	
7	Participer à l'atelier de formation des points focaux Nutrition sur les NTIC.	100	
9	Elaborer un document de programme et soumettre la requête de financement à la République Fédérale d'Allemagne : Programme d'appui à la sécurisation foncière, à la gouvernance environnementale et au développement du pastoralisme au Sahel et en Afrique de l'Ouest: PA – SEGEP – SAHEL/AFRIQUE DE L'OUEST.	100	Document déjà soumis à la république fédérale d'Allemagne.
10	Elaborer un Concept paper : Sécurisation de l'accès aux ressources naturelles en Afrique de l'Ouest – SARNAO.	100	Premier draft disponible.
11	Participer à l'atelier consultatif de haut niveau organisé par l'UE/NEPAD-BAD-CEA du 27 au 29 Mars 2006 à Addis-Abeba sur le thème : «Politique foncière en Afrique : Un cadre d'action pour promouvoir le droit foncier, augmenter la productivité et améliorer les moyens d'existence ».	100	Implication du CILSS dans les initiatives continentales ; lobbying et accroissement de la visibilité du CILSS. Financement Union Africaine.
12	Participer aux journées pastorales du Niger.	100	Communication sur le programme pastoral du CLSS (Financement GTZ).
13	Soumettre deux propositions de projets suite à l'appel à candidature de la facilité européenne pour l'énergie.	100	Il s'agit d'un projet sur les foyers améliorés et d'un autre sur les biocarburants.
14	Appuyer la mise en œuvre du projet « Appui au dispositif national de Prévention et de gestion des crises alimentaires au Niger (APCAN) ».		Démarrage en janvier 2006.
15	Analyser et harmoniser les outils d'alerte précoce au Niger.	98	Outils et rapport final à valider en atelier du 26 au 29.
16	Conduire une étude d'approfondissement des causes profondes de la vulnérabilité des ménages au Niger.		décembre 2006.

N°	Activités	Taux de réalisation (%)	Observations
17	Estimer les zones de cultures au Sahel avec IITA.	50	Enquêtes déjà effectuées ; opérations de codification et saisie en cours, traitement et analyse en décembre 2006.
18	Encadrer les de stagiaires.	40	En cours de finalisation. Mission de terrain au Mali et Burkina prévues en décembre 2006.
19	Former en SIG et Télédétection (Lux Development, DGCD, PV CILSS).	100	
20	Former les étudiants du CRA en TDT.	100	
21	Participer à la réunion EMPRES (Alger).	70	En cours
22	Participer à la réunion sur climat et santé.	100	Rapports déposés
23	Participer aux réunions MISTOWA.	100	Rapport déposé
24	Participer à la réunion sur les indicateurs de résultats de l'USAID.	100	
25	Réaliser une carte des inondations sur a ville de Niamey. Mettre en place d'une procédure de réalisation. ME/LCD.	95	Activité menée avec l'appui de l'ABN.
26	Former les hydrologues ABN sur la courbe de tarage.	100	Formation dans le cadre du projet HYCOS
27	Organiser un atelier sur « Migration, Développement et Réduction de la Pauvreté » Dakar.	100	

2.4. PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2006

Les résultats globaux atteints par le PRA/SA/LCD/POP/DEV sont estimés à 70% de ceux attendus de l'exécution du plan d'opération annuel. Avec ce bilan et compte tenu des résultats obtenus lors des exercices passés, l'on peut estimer à 40% le taux des résultats atteints jusqu'ici au regard des prévisions du programme de travail 2004-2008.

Toutefois, derrière cette moyenne, il y a une variété de situations d'un domaine à l'autre avec des résultats très positifs. L'analyse ci-dessous permettra donc de mieux appréhender à la fois les difficultés dans l'atteinte des résultats et l'importance de la progression faite en direction de l'objectif quinquennal du CILSS auquel il est lié.

Le bilan de la réalisation des objectifs pour la période est globalement positif en dépit de quelques disparités liées à la nature et au financement des différentes composantes du PRA/SA-LCD-POP/DEV. Aussi, si pour certains programmes, les financements sont connus d'avance et sûrs, car liés à des projets en cours d'exécution, notamment le Fonds Italie-CILSS/LCD-PRS et l'IREM/LCD et le PREDAS, par contre pour les activités relatives à certaines conventions de financement, notamment celles liées au foncier, au pastoralisme et au volet Sécurité alimentaire, la situation est restée caractérisée par des problèmes de décaissement et/ou une mise à disposition tardive des ressources financières au cours de l'année.

Nonobstant ces contraintes, des résultats importants ont été atteints, contribuant à la réalisation des objectifs du Programme pour l'année. Les objectifs qui n'ont pu être atteints, ou qui l'ont été de manière partielle, sont pour l'essentiel liés à des activités qui n'ont pas obtenu de financement.

- ***Pour la sécurité alimentaire (SA)***

Dans le domaine de la prévention et la gestion des crises alimentaires (PREGEC), l'animation du dispositif régional de veille à travers la tenue régulière des concertations régionales, a permis la diffusion d'informations sur le bilan de la campagne agricole et a constitué la principale source d'information pour la prise de décision dans l'élaboration des stratégies alimentaires en Afrique de l'Ouest, et particulièrement au Sahel pour l'atténuation des crises alimentaires éventuelles.

Quant au suivi de la campagne agropastorale et de la situation alimentaire dans la sous-région, des informations ont été produites et disséminées à travers les bulletins d'alerte et la prévision saisonnière 2006. Des appuis techniques et financiers ont été donnés aux pays dans le cadre de la mise en place des tests sur la vulnérabilité courante des ménages et sur les procédures de mise en œuvre du bilan alimentaire.

Ainsi, les 9 pays sahéliens ont pu présenter leurs bilans alimentaires ex post 2006 et quatre d'entre eux (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal) ont élaboré des bilans alimentaires prévisionnels 2007.

Pour ce qui concerne les chiffres, la production céréalière brute de la campagne agricole 2005/2006 s'est élevée à 14 665 000 T.

Quant à la campagne agricole 2006/2007, elle a été caractérisée par une installation tardive des pluies. Mais une forte amélioration a été constatée partir de la deuxième quinzaine du mois de juillet où les pluies se sont révélées abondantes et régulières. Tout cela, marqué par la suite par une situation phytosanitaire calme, a permis de parvenir à une production céréalière record.

En effet, la production céréalière brute prévisionnelle de la campagne 2006/2007 s'élève à 15 062 600T, soit une hausse de 3% par rapport à la campagne précédente et de 19% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Au plan alimentaire, on note un excédent céréalier prévisionnel de 1 851 200T.

Face à la montée en puissance dans la sous-région de la grippe aviaire au cours de l'année, le CILSS a réalisé, en collaboration avec FEWSNET, le PAM et les Etats concernés (Nigeria, Niger et Burkina Faso) une étude sous-régionale sur l'impact socio-économique de cette crise. Il en est ressorti que la crise a provoqué des pertes importantes de revenus chez l'ensemble des acteurs.

- ***Pour la gestion des ressources naturelles (GRN)***, il y a une diversité de situations à savoir :

Dans le domaine du pastoralisme, il s'est agi essentiellement en 2006 de renforcer les capacités des cadres sahéliens à l'utilisation de l'outil Toolbox et de les mettre en réseau pour respectivement mieux prendre en compte le pastoralisme dans les politiques et stratégies de développement et constituer un système d'information sur le pastoralisme au Sahel.

Concernant le foncier, la relance du processus Praia+ 9 sur le foncier rural au Sahel et en Afrique de l'Ouest est effective. Une feuille de route conduisant à l'élaboration et à la mise en œuvre de la charte foncière sous-régionale est à présent disponible.

Au niveau du suivi de la Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification (CCD), l'élaboration du document cadre de mise en œuvre du dispositif de veille environnementale et de surveillance des conflits liés à l'utilisation des terres constitue une étape importante dans la conceptualisation du système envisagé par le CILSS en vue de renforcer les capacités de suivi et de gestion des risques liés à l'évolution de l'environnement.

Concernant l'appui aux pays, le processus d'élaboration du PAN/LCD de la Guinée est à présent terminé ; ceux de la Guinée-Bissau et de la Sierra Leone se trouvent également à des stades très avancés d'élaboration.

Au niveau des activités éligibles au Fonds Italie/CILSS LCD-RPS, on a noté une nette accélération en termes de nombre de microprojets (MP) financés au Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal. Ce nombre est passé de 178 en 2005 à 310 en 2006, soit une augmentation d'environ 74%. L'apport financier global sur la période 2005-2006 est estimé à environ 3,7 milliards de Francs CFA (soit environ 24% des ressources allouées par la Coopération italienne), servant à financer les microprojets communautaires et les activités d'accompagnement des communautés rurales.

Concernant ces activités d'appui, des responsables nationaux du suivi-évaluation du Fonds ont été formés en suivi-évaluation et à l'utilisation d'un logiciel pour gérer les données relatives à l'exécution du Fonds.

La mise en œuvre de l'IREMLCD a aussi connu une avancée significative, notamment en termes de volume d'appui financier à la société civile pour la mise en œuvre de la CCD qui a dépassé celui des deux années précédentes. Ces appuis ont permis une réelle mobilisation des ressources du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) pour la mise en œuvre de la CCD au Sahel. En effet, plus de 260 millions de FCFA ont été transférés sur le terrain pour appuyer des actions de lutte contre la désertification ; 10 nouvelles conventions de financement de projets pour un total 540 millions de FCFA ont été approuvées. Ces financements bénéficient à une trentaine d'ONG sahéliennes pour un montant de 1,37 milliard de FCFA dont 537 802 339 FCFA approuvés cette année.

Toujours pour l'IREMLCD, 10 organisations de la société civile ont bénéficié de formations en matière de gestion technique et financière de projet de développement.

En matière d'énergies domestiques et alternatives dans le cadre du PREDAS, un accent particulier a été mis cette année sur la consolidation des savoir-faire sahéliens avec l'organisation et la tenue de la rencontre «Marché des Energies Renouvelables au Sahel et en Afrique de l'Ouest » (MERS 2006). A cela, il faut ajouter la mise en place de l'unité pilote de production et de commercialisation d'agglomérats de charbon de *Typha australis* au Mali et la formation des acteurs sahéliens en construction du foyer amélioré Rocket Stove, en gestion de base de données en énergie domestique, en fabrication de foyers améliorés (4050 foyers améliorés ont pu être diffusés). En matière d'appui aux politiques nationales, le processus de préparation des Plans nationaux d'énergie domestique (PLED) a démarré dans 2 pays à savoir la Guinée-Bissau et le Sénégal.

Le processus de valorisation sur le terrain des expériences spécifiques du CILSS en matière de lutte contre la désertification a amorcé un nouveau tournant avec la production de quatre films documentaires qui capitalisent les réalisations actuelles de quelques projets sur le terrain ainsi que des plaquettes de communication et des supports CD-ROM.

Une base de données cartographiques est disponible sur le web. Les brochures, posters et dépliants sur les acquis du programme Land use/Land cover ont été transférés au Burkina Faso et au Niger où ils servent d'outils d'aide à la décision sur les thèmes socio-économique et politico-institutionnel.

- ***En matière de population et développement***

Les efforts ont été focalisés en 2006 sur la valorisation des acquis à travers la dissémination, dans les pays du CILSS, de l'outil de plaidoyer : « Lueurs d'espoir. Santé de la reproduction des adolescents au Sahel », la mise en ligne de la base régionale des profils démographiques et socio-économiques, la publication des rapports d'importantes études telles que les profils démographiques et socio-économiques, l'étude intitulée « Trente années de biographie ou l'évolution des systèmes migratoires ouest-africains depuis 1960 » et l'étude « Mobilité et VIH/Sida : analyse comparative des comportements à risque des populations migrantes et non migrantes dans trois pays sahéliens : Mauritanie, Niger et Sénégal ».

Des actions de renforcement des capacités des professionnels de la santé ont été réalisées avec la formation de 27 professionnels de santé à l'opérationnalisation des stratégies des OMD (dont 2 pour la Guinée-Bissau, 10 pour le Niger et 15 pour le Sénégal), 206 professionnels de santé et de réseaux de population et développement ont été formés et des appuis techniques ont été fournis aux neuf (9) groupes de travail interministériels pour documenter l'évolution des politiques de population depuis 1997.

▪ **Concernant la formation, domaine transversal à la GRN, SA et POP DEV**

Des sessions de formation de base des Ingénieurs et des Techniciens Supérieurs, des formations continues (ateliers, séminaires et stages individuels) appuyées par des activités d'appui à la formation (recherche d'appui à la formation et d'autres activités d'appui) ont été organisées. Ainsi, 70 élèves ingénieurs de 2^{ème} année en agro-météorologie, en hydrologie et en micro-informatique et instruments (IA, IH et IIM) sont admis en 3^{ème} année (soit 100% de réussite), 21 élèves ingénieurs de 1^{ère} année en protection des végétaux (IPV) sont admis en 2^{ème} année (100% réussite) et 20 élèves-techniciens en protection des végétaux (TSPV) sur 22 sont admis en 2^{ème} année (95%).

Le tableau ci-dessous donne une vue synoptique de ces principaux résultats.

Tableau 3 : Principaux résultats atteints en 2006

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
Un mécanisme de suivi nutritionnel et de santé est défini et testé.	Le CILSS, avec l'appui du MAE/France, en collaboration avec l'IRD a effectué les premières missions de pré-identification au Mali, en Mauritanie, en Gambie et au Sénégal pour la prise en compte des aspects nutritionnels dans les SAP.	La définition d'un mécanisme d'intégration de l'information nutritionnelle au dispositif d'évaluation des campagnes agricoles a été ajournée pour la réalisation des missions de pré-identification des structures et mécanismes de collecte et traitement de l'information nutritionnelle dans 5 pays du CILSS. Ces missions sont financées avec l'appui du Ministère des Affaires Etrangères de la France. Le CERPOD a participé à la mission du Mali du Sénégal et de la Gambie.
Suivi rapproché de la campagne agropastorale.	La situation agricole et alimentaire du Sahel est connue.	15 062 600T de production pour la campagne 2006/2007.
Un SAP est mis en place en Guinée-Bissau.	Le SAP est mis en place suite à la tenue de deux ateliers d'information et de formation à Bissau. Une trentaine d'agents ont été formés aux techniques de collecte et de diffusion de l'information. Un questionnaire de suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle est administré. Une maquette d'un bulletin d'information sur la sécurité alimentaire a été réalisée. Suite à la mise en place du SAP, l'UE a financé la Guinée-Bissau pour renforcer le système.	Un appui financier est nécessaire pour enclencher réellement le processus.
La situation alimentaire dans les pays (Burkina Faso, Cap-Vert, Mali, Niger, Sénégal) est connue.	La situation des pays est connue à travers les réunions régionales de concertation sur la sécurité alimentaire.	Aucun des pays cités n'a connu une situation de crise.
Les plans nationaux d'urgence sont élaborés.	Un plan régional sera élaboré et présenté à la réunion du réseau de prévention des crises alimentaires en décembre 2006.	
Les capacités des SAP sont renforcées.	Résultat non atteint.	Faute de financement.
Une méthode d'analyse de la vulnérabilité urbaine est disponible.	Résultat non atteint	Faute de financement.
1. Un document de vérification de la fiabilité des données est disponible ;	Résultats non atteints.	Faute de financement

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
2. Une relecture de la charte de l'aide alimentaire est effectuée.		
Les décideurs et les partenaires sont informés des difficultés de l'enquête agricole.	Résultat non atteint	Faute de financement.
Les résultats des tests du cadre harmonisé dans 6 pays (Mauritanie, Cap-Vert, Sénégal, Gambie, Tchad, Guinée-Bissau) sont disponibles.	En cours.	Des tests ont été effectués au Mali, au Niger et au Burkina Faso. D'autres tests sont en cours au Cap-Vert et au Sénégal.
Traitements et analyse des tests du cadre harmonisé au Burkina Faso et au Mali disponibles.	Les résultats des tests sont disponibles.	
Le suivi de la vulnérabilité est intégré au dispositif de l'enquête agricole.	En cours	L'application du cadre harmonisé a été financée au Burkina Faso, au Niger et au Mali.
Le cadre harmonisé et les résultats de SVS sont présentés aux décideurs sahéliens.	Résultat non atteint	
Le document du cadre harmonisé est prédéfini.	Un atelier de partage a été organisé	
Les concertations sur la sécurité alimentaire entre acteurs sont accrues.	Trois concertations ont été tenues (mars, juin, septembre). Elles ont permis un suivi efficace de la situation agricole, alimentaire et nutritionnelle tant au niveau national que régional dans le cadre de l'animation du dispositif régional de veille en sécurité alimentaire.	
Une concertation Partenaires/CILSS au sortir de la réunion annuelle RPCA, est organisée.	La réunion s'est tenue au siège du CSAO à Paris.	Cette rencontre a permis de faire le point sur la mise en œuvre des recommandations de 2000 à 2005 sur la sécurité alimentaire.
Les habitudes alimentaires sont connues.	Résultat non atteint	Faute de financement.
Les méthodes de mesures et d'évaluation des pénuries alimentaires existants au Sahel sont connues.	Résultat non atteint	Faute de financement.
La situation alimentaire prévisionnelle et l'identification des zones et groupes vulnérables sont établis.	Les zones ont été identifiées (réunion de septembre 2006 tenue à Mindelo).	
Les capacités des SAP sont renforcées.	Résultat non atteint	Faute de financement.
La concertation entre les gestionnaires des aides est renforcée.	Résultat non atteint	Faute de financement.
La collaboration entre les sociétés de gestion des SNS est renforcée.	Résultat non atteint	Faute de financement.
<p>Foncier/Charte foncière</p> <ol style="list-style-type: none"> Actes du forum sur le foncier (Praia + 9 disponibles auprès des acteurs) ; Points focaux disponibles dans tous les pays ; Besoins d'appui connus dans chaque pays ; Rencontres avec les différents partenaires du processus ; Calendrier d'élaboration de la charte disponible. 	<ol style="list-style-type: none"> Les actes ont été diffusés Les points focaux dans les pays sont connus. Les concertations avec les partenaires du processus ont eu lieu, notamment à l'occasion de l'atelier de Bamako tenu en novembre 2006. Un calendrier d'élaboration et de mise en œuvre de la charte est disponible. 	

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<p>1. Le cadre de concertation régional sur la réglementation commune semences et bio sécuritaire est fonctionnel ;</p> <p>2. Plan action sur la bio sécurité élaboré et adopté ;</p> <p>Un document de suivi environnemental et sanitaire de lutte anti acridien est disponible pour les pays membres du CILSS ;</p> <p>3. Le Comité Sahélien des pesticides (CSP) tient au moins 2 rencontres pour traiter les dossiers et homologuer les intrants ;</p> <p>4. Des fiches techniques sur les stratégies de lutte intégrée contre les nuisibles des cultures sont disponibles ;</p> <p>5. Les réglementations phytosanitaires sont harmonisées dans les Etats membres de la CEDEAO ;</p> <p>La réglementation commune est adoptée par les instances statutaires du CILSS.</p>	<p>1. et 7 : Les deux documents de conventions cadres réglementant les semences végétales et OGM et Biosécurité ont été adoptés par le CM/CILSS/2006 Résolution N°6/CM/CILSS/2006 ;</p> <p>2. Plan d'Actions biosécurité a été élaboré et diffusé ;</p> <p>3. Un procès verbal de la 19ème session du CSP est disponible ;</p> <p>4. Fiches techniques ont été produites sur les stratégies de lutte intégrée contre les nuisibles des cultures ;</p> <p>Résultats 3 et 6 non atteints</p>	
<p>1. Dix (10) affiches murales sont confectionnées ;</p> <p>2. Un système de mise à jour des bases de données profil sociodémographique est élaboré ;</p> <p>3. Le projet de lutte contre les épidémies de paludisme au Sahel est coordonné, suivi et évalué ;</p> <p>4. Des études spécifiques sur les mouvements de population sont menées.</p>	<p>Résultat 1 non atteint ;</p> <p>Résultat 2 en cours ;</p> <p>Résultat 3 non atteint (le projet n'a pas démarré) ;</p> <p>Résultat 4 atteint (deux études sur le système migratoire et mobilité et VIH/SIDA ont été publiées).</p>	

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<ol style="list-style-type: none"> 1. Poursuite de la 2^{ème} année (cours, voyage d'études et stages de fin de 2^{ème} année) des élèves ingénieurs en Agro météorologie, en Hydrologie et en Instruments et Microinformatique ; 2. Poursuite de la 1^{ère} année (cours, voyages d'études et stages de fin de 1^{ère} année) des cycles des Techniciens Supérieurs et des Ingénieurs en Protection des Végétaux ; 3. Démarrage en octobre 2006 (cours théoriques, pratiques) du Master en Gestion Concertée des Ressources Naturelles ; 4. Mise en place d'un laboratoire d'homologation des équipements agro-hydrométéorologiques; 5. Des programmes de formation répondant aux besoins du terrain et adaptés à d'autres zones écologiques de l'Afrique de l'Ouest sont élaborés ; 6. Au moins 80% des étudiants sont admis en 3^{ème} année de formation ; 7. Au moins 80% des étudiants sont admis en 3^{ème} année de formation ; 8. Au moins 80% des étudiants sont admis en 2^{ème} année de formation ; 9. Des supports de formation et de vulgarisation sont générés ; 10. Publications produites ; 11. Quinze documentalistes des CNA ont suivi une formation en gestion des réseaux documentaires ; 12. Les experts nationaux sont formés à l'utilisation des BD (phytobases et énergies domestiques) ; 13. Les responsables des DMN et des SAP ont internalisé la méthodologie CPC et sont capables de répondre aux besoins des décideurs ; 14. Les cadres des institutions partenaires sont formés en SR ; 	<p>Résultats 1, 2, 6, 7, 8, 9, 10, 14 atteints ; Résultats 3, 4, 5, 11 non atteints ; Résultat 13 atteint pour Niger et Sénégal</p>	<p>Le démarrage du master en CGRN a été reporté en 2007 à cause du manque d'infrastructures. Mais la sélection des étudiants a été faite.</p>
<ol style="list-style-type: none"> 1. Six (6) SED supplémentaires sont adoptées par les pays ; 2. Des expériences et bonnes pratiques en énergies sont capitalisées et diffusées ; 3. 60.000 foyers améliorés sont diffusés au Mali et au BF ; 	<p>Résultat 2 atteint (organisation du premier marché des énergies renouvelables en Afrique de l'Ouest Résultats 1 et 3 non atteints. Mais 4050 foyers améliorés ont pu être diffusés</p>	<p>L'adoption des six Stratégie d'énergie domestique (élaborées grâce à l'appui du CILSS) nécessite une action vigoureuse sur le plan politique</p>
<ol style="list-style-type: none"> 1. Les 2 organes de la SOSAR sont mis en place et fonctionnels ; 2. Le point, avec l'ensemble des pays et des partenaires extérieurs, de la mise en œuvre du programme quinquennal SA est régulièrement fait ; 3. Un dialogue permanent et exigeant est instauré entre les responsables et 	<p>Résultats 9 et 10 atteints Résultats 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 non atteints à cause de la suspension de la convention SOSAR en 2006</p>	<p>Raison principale : suspension de la convention SOSAR en 2006</p>

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<p>acteurs sahéliens et les partenaires internationaux ;</p> <p>4. Un dispositif de suivi évaluation des stratégies et politiques SA est disponible ;</p> <p>5. Les SNSA sont opérationnels dans tous les Pays du CILSS ;</p> <p>6. Quatre (4) dispositifs de pilotage et de suivi évaluation des stratégies nationales sont fonctionnels ;</p> <p>7. L'état de rapprochement et de mise en cohérence des politiques nationales est connu ;</p> <p>8. Les décideurs politiques et les partenaires financiers disposent de l'information utile sur la stratégie SA ;</p> <p>9. Des conditions minimales d'accès plus précises et adaptées au Sahel sont définies ;</p> <p>10. Le document d'orientation sur les politiques nationales sectorielles en vue du développement du dialogue technique et politique est disponible ;</p> <p>11. Les groupes de travail sont préparés à la tenue de PAO+10</p>		
<p>1. Les Plans d'Action PAN/LCD sont adoptés ;</p> <p>2. Les trois pays: Cap-Vert, Mali et Mauritanie sont capables de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre de leurs PAN ;</p>	<p>1. Le PAN/Guinée-Bissau a été adopté ; celui de la Guinée Conakry est en cours</p> <p>2. Résultat non atteint</p>	

2.5. FINANCEMENT EN 2006

En ce qui concerne le financement, on note qu'au 31 octobre 2006, les fonds mobilisés pour l'exécution du Programme se sont élevés à **4 589 960 389 FCFA**. Sur ce montant **2 509 088 352 FCFA**, soit environ 55% ont été engagés. Le tableau N° 4 ci-dessous en donne les détails.

Si l'on s'en tient aux montants engagés, ce Programme a été essentiellement financé par l'USAID, la coopération danoise (DANIDA), la coopération française (ACER, FFEM) et la coopération italienne (SVS).

Tableau 4 : Etat des financements et dépenses du programme (FCFA)

Partenaires	Financements mobilisés	Engagement	Solde à engager
ACER	53 786 177	61 190 936	- 7 404 759
CRDI	117 625 000	46 679 403	70 945 597
EM	-	320 625	- 320 625
FFEM	500 000 000	241 664 032	258 335 968
GTZ	24 361 562	727 500	23 634 062
Italie	105 964 880	50 347 890	55 616 990
MM	28 080 000	4 911 716	23 168 284
EU	1 261 382 979	87 124 538	1 174 258 441
USAID	1 112 476 794	1 045 954 290	66 522 504
PIP COLEAP	5 074 357	20 175 876	- 15 101 519
ETATS MEMBRES	18 352 842	31 448 359	- 13 095 517
IMP CRSP	25 852 364	23 831 219	2 021 145
IBM Réseau	29 912 223	29 728 541	183 682
GR / CSP	16 197 000	13 926 845	2 270 155
FAO	16 526 041	10 123 484	6 402 557
IFDC	11 867 685	8 425 950	3 441 735
FHI / YOUTHNET	18 512 285	18 512 285	-
FAOS CATALOGUE	4 002 636	2 258 700	1 743 936
NCCR	2 059 631	800 000	1 259 631
SVS	487 909 344	251 053 910	236 855 434
ACER FSP	236 061 109	175 657 579	60 403 530
IE4 SAHEL	29 295 290	29 927 490	- 632 200
DGCD CRA	18 500 000	8 812 655	9 687 345
DANIDA Phase II	466 160 190	345 484 529	120 675 661
TOTAL	4 589 960 389	2 509 088 352	2 080 872 037

2.6. DIFFICULTES RENCONTREES

Elles sont de plusieurs ordres. On peut citer entre autres :

- 1) Dans le domaine de la GRN, la programmation budgétaire a accusé un important retard qui a été préjudiciable à l'exécution des activités.
- 2) Deux contraintes majeures à signaler dans le domaine de la sécurité alimentaire : (i) la suspension des fonds SOSAR/UE engendrant l'arrêt des activités relatives à la bonne gouvernance de la SA et (ii) les retards dans le démarrage des activités, liés à la mise en place des conventions de financement ainsi qu'au départ brusque du Directeur Général du Centre régional AGRHYMET.
- 3) La réalisation des activités conduites par les projets et programmes opérationnels (PREDAS, Fonds Italie/CILSS LCD-RPS et IREMLCD) dont la responsabilité première relève souvent des points focaux est parfois sujette à des retards quand ces derniers ne sont pas très motivés ou pas assez dynamiques.

2.7. LEÇONS A TIRER

Les leçons apprises et les perspectives qui se dégagent de la mise en œuvre du PO 2006 sont :

- 1) *L'insuffisance et le non respect des procédures de gestion administrative et financière* ont parfois conduit à des situations de blocage de certains projets comme la SOSAR. Des dispositions idoines doivent être envisagées par l'Institution pour assurer un suivi technique et financier strict des programmes et projets.
- 2) *Malgré les efforts consentis, le mécanisme de coordination mis en place n'est toujours pas bien rodé* pour optimiser la mise en œuvre des activités des trois sites. L'accent doit donc être mis sur un suivi rapproché par des rencontres périodiques et des échanges fréquents entre les sites. Cela devrait se traduire par la prise en compte de ces rencontres dans le plan d'opération annuel et le programme pluriannuel.
- 3) *L'arrivée à terme du Projet d'appui danois Phase 2 en septembre 2007* risque de compromettre la poursuite des activités de formation, notamment celles des IPV 2005-2008 et le Mastère en GCRN dont la 1^{ère} promotion termine la formation en décembre 2007. Des dispositions doivent être prises aussi rapidement que possible pour assurer la continuité des activités de formation.

III. **P**ROGRAMME REGIONAL D'APPUI SUR LES ECHANGES DE PRODUITS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES

OBJECTIF DU PROGRAMME

Le programme Régional d'Appui à la promotion des échanges de produits agricoles et agroalimentaires vise essentiellement : (i) une augmentation du volume des échanges intra régionaux de produits agricoles et agroalimentaires ; (ii) une régulation (transparence) du marché ; (iii) un approvisionnement régulier des marchés et un accès permanent aux produits pour les populations au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

STRATEGIE D'INTERVENTION

Pour ce faire, la stratégie d'intervention du Programme combine plusieurs instruments à savoir :

- La facilitation des rencontres par la mise en contacts réguliers des différents acteurs du commerce régional des produits agricoles et agroalimentaires ;
- L'augmentation de la visibilité sur les opportunités d'échanges ;
- La mise à disposition régulière de l'information commerciale en vue d'accroître la transparence des marchés et améliorer la fluidification des échanges ;
- Le renforcement des capacités des acteurs directs du marché : OC, OP, et des dispositifs d'information sur les marchés.

ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES EN 2006

L'année 2006 marque la première année d'opérationnalisation du PRA Accès aux Marchés. Aussi, l'accent a été mis sur :

- La promotion d'un dispositif régional d'information sur les marchés ;
- Le développement des outils d'aide à la décision sur les marchés ;
- L'actualisation des informations/connaissances sur les filières transfrontalières et la conception d'un dispositif de suivi permanent des flux transfrontaliers ;

- La réalisation des actes indispensables à la clôture du Projet « Marchés Frontaliers » ;
- L'organisation d'une conférence régionale sur les perspectives agricoles en partenariat avec l'IFDC.

Le bilan d'exécution des activités du PRA se présente comme suit :

1) Par rapport à la promotion d'un dispositif régional d'information sur les marchés

Les contacts et discussions avec le RESIMAO et la FAO sur le bien-fondé, l'opportunité et les modalités pratiques de production et de diffusion d'un bulletin d'information conjoint sur les marchés « CILSS-RESIMAO-FAO » ont permis de parvenir à un accord formel, à la confection d'une maquette type et à la mobilisation d'un consultant pour appuyer l'opérationnalisation. Le premier bulletin est attendu au premier trimestre 2007.

Par ailleurs, le réseau régional des dispositifs d'informations s'est élargi avec l'adhésion de deux pays anglophones côtiers (Ghana, Nigeria), ce qui correspond à la dynamique actuelle du marché sous-régional.

2) Concernant le développement des outils d'aide à la décision sur les marchés

Les initiatives du PRA en matière de développement d'outils d'aide à la décision sur les marchés ont été les suivantes :

- L'identification partielle et le choix des marchés de référence au Sahel et en Afrique de l'Ouest ;
- La collecte, l'analyse et la diffusion des informations sur la situation agricole, alimentaire et les tendances des marchés dans le cadre du dispositif général de prévention et de gestion des crises du CILSS en collaboration avec le FEWS NET ;
- L'appui à la mise en place du dispositif de veille sur la commercialisation des céréales pour le Burkina Faso ;
- La conception d'un cadre d'analyse de la sécurité alimentaire sur la base des prix intégrés aux outils habituels d'alerte précoce.

3) Par rapport à l'actualisation des informations/ connaissances sur les filières transfrontalières et la conception d'un dispositif de suivi permanent des flux transfrontaliers.

De façon générale, il s'est agi de contribuer à la meilleure connaissance des filières transfrontalières, marchés et flux transfrontaliers en vue de leur prise en compte dans l'analyse de la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest afin d'actualiser et d'approfondir les connaissances sur les marchés à vocation régionale, les flux et les filières transfrontaliers. L'étude menée en 2006 sur les filières transfrontalières a été conduite par un Comité de Pilotage composé du CILSS, du FEWSNET, du PAM, du CSAO et du RESIMAO.

4) Par rapport à l'organisation de la conférence régionale sur les perspectives agricoles

L'organisation des Conférences Régionales sur les perspectives agricoles en partenariat avec l'IFDC (MISTOWA) a concerné tous les pays Sahéliens et de la CEDEAO à l'exception du Libéria, de la Sierra Léone. La bourse organisée à l'occasion a permis de recenser environ 300 offres contre environ 50 demandes (toutes filières agricoles confondues).

5) Concernant la clôture du Projet « Marchés Frontaliers »

Des actes indispensables ont été réalisés. Ils ont porté, entre autres, sur la fourniture de pièces justificatives et les éclaircissements ou éléments de réponse suite aux conclusions de l'auditeur et l'élaboration du rapport général final du Projet.

Les tableaux 5 et 6 résument l'état de réalisation des activités du PO 2006 et des activités non prévues.

Tableau 5 : Etat de réalisation des activités du PO 2006

	Activités	Taux de réalisation (%)	Observations
1	Mettre les SIM nationaux en réseau.	75	Manque de financement pour cause de suspension des fonds de la SOSAR
3	Prendre contact, informer et évaluer les SIM nationaux.	80	
4	Apporter des appuis ponctuels aux SIM nationaux .	0	
5	Organiser un atelier régional de dynamisation et de renforcement du SIM régional.	30	
6	Mettre en place un dispositif régional d'information sur es marchés à partir du réseau des SIM .	40	
7	Harmoniser les SIM des pays côtiers avec ceux des pays du Sahel.	40	
8	Identifier des marchés régionaux au Sahel et dans les as côtiers.	35	
9	Identifier les marchés de référence en Afrique de l'Ouest.	45	
10	Equiper les SIM nationaux .	0	
11	Développer une capacité régionale de centralisation et traitement de l'information sur les marchés régionaux et internationaux .	35	
12	Poursuivre le processus d'harmonisation des méthodes de collecte de données sur les marchés .	60	
13	Développer des outils appropriés d'information sur les marchés régionaux .	45	
14	Concevoir un cadre d'analyse de la sécurité alimentaire sur la base des prix intégré aux outils habituels d'alerte précoce.	40	
15	Organiser deux éditions de la Conférence régionale sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives d'échanges au Sahel et en Afrique de l'Ouest	50	
16	Réaliser l'étude sur les filières transfrontalières, concevoir un dispositif de suivi des filières, proposer des mesures de facilitation des échanges .	100	L'atelier de validation de l'étude a eu lieu en décembre 2006.
17	Organiser la Réunion Technique de restitution des résultats du Projet « Marchés Frontaliers ».	0%	Les TDR d'élaboration de la 2ème phase ont été finalisés et l'audit financier est en cours de finalisation.

Tableau 6 : Activités non prévues et réalisées

	Activités	Taux de réalisation (%)
1	Organiser une réunion du Réseau de veille sur la sécurité alimentaire (Règlement intérieur, Grilles d'indicateurs de commercialisation). L'ONG Sahel Solidarité et le CILSS sont en partenariat par un Protocole d'Accord de Coopération signé le 16 novembre 2004.	100
2	Participer à la réunion du Comité Consultatif du Projet MISTOWA.	100
3	Animer et suivre le partenariat avec l'IFDC (MISTOWA) par participation au Comité Consultatif du MISTOWA à Accra juillet 2006.	100
4	Produire deux actes formalisant la composition et la mise en place du Comité Technique de pilotage (PAM, MIFRAC, FEWSNET, RESIMAO, CILSS) pour l'étude du CILSS portant sur les filières transfrontalières.	100
5	Contribuer à la relance et au suivi du partenariat CILSS-CTA : contribution à l'organisation de l'Atelier de suivi et d'échange sur la promotion du partenariat entre le CTA et les organisations ACP- nationales et locales en Afrique de l'Ouest et du Centre à Ouagadougou, mai – juin 2006.	65
6	Contribuer à la finalisation et à la mise en œuvre du Programme conjoint CILSS-CSAO.	70

PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2006

- **L'organisation de la 1ère édition de la conférence régionale** sur la situation agricole et alimentaire et les perspectives d'échanges au Sahel et en Afrique de l'Ouest a mis en contact 144 participants représentant des organisations/réseaux d'opérateurs économiques, des dispositifs d'informations sur les marchés nationaux, venus de 15 pays de l'espace CEDEAO et des partenaires techniques et financiers. Au total **238** offres et demandes de produits agricoles et agroalimentaires ont été enregistrées.
- **Pour ce qui concerne l'étude sur les flux transfrontaliers** et la prise en compte du marché et des flux transfrontaliers dans la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest », les missions d'information, de sensibilisation, et de collecte des données dans les pays côtiers et du Sahel ont permis d'animer avec les différents acteurs des discussions l'importance à porter sur la maîtrise des flux transfrontaliers. A ce niveau il a été noté une adhésion massive des différents interlocuteurs à cette problématique pour une bonne gestion de la sécurité alimentaire régionale. Les résultats de l'étude sur les flux transfrontaliers au Sahel font ressortir que l'essentiel du commerce régional porte sur deux filières principales au sein de l'espace CILSS-CEDEAO à savoir les céréales et le bétail. Trois autres filières émergent, à savoir la mangue, le karité, le sésame. Un atelier de validation de l'étude a permis de proposer (i) des stratégies, des plans de promotion et des actions concrètes à entreprendre par les parties prenantes, notamment le CILSS pour améliorer le fonctionnement et la compétitivité des filières transfrontalières et des marchés à vocation sous-régionale retenus et (ii) un dispositif régional type de suivi permanent des filières et des flux transfrontaliers.

Le tableau N° 7 ci-dessous donne une vue synoptique de ces principaux résultats atteints en 2006.

Tableau 7 : Principaux résultats atteints en 2006

Extrants/produits attendus	Extrants/produits obtenus	Observations
<ol style="list-style-type: none"> 1. Les acteurs sont informés sur la situation des marchés nationaux ; 2. Les SIM nationaux sont mieux intégrés ; 3. Le réseau des SIM nationaux est fonctionnel et ils se réfèrent aux mêmes normes pour produire leurs informations; 4. La diffusion de l'information au niveau national et régional profite à tous les acteurs et accroît les échanges des produits agricoles et agroalimentaires, 5. Les partenaires sont suffisamment informés sur les données de marché et des échanges commerciaux; 6. La liste des marchés importants par pays est disponible; 7. Les méthodes et concepts de collecte sont harmonisés; 8. Une nomenclature et un référentiel des produits communs sont élaborés. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les contacts avec les dispositifs sont maintenus et l'information sur les marchés partagée. 2. Les autres résultats ne sont pas atteints. 	<p>La suspension du financement de l'Union européenne en faveur de la SOSAR a empêché l'atteinte de la plupart des résultats du PRA/Marchés.</p>
<ol style="list-style-type: none"> 1. Des outils d'aide à la décision sont utilisés par plusieurs acteurs des marchés ; 2. La formation des agents de collecte est assurée ; 3. Les acteurs utilisent de plus en plus les informations commerciales générées par les dispositifs d'informations intra et inter pays; 4. La visibilité sur les opportunités d'échanges accrue ; 5. Les informations sur la disponibilité de fret et de moyens de transport sont collectées et diffusées. 	<p>Résultats non obtenus pour 1, 2, 3 et 5.</p> <p>4. La visibilité sur les opportunités d'échanges a été accrue avec la Conférence (collecte et publication durant la conférence des offres et des demandes de produits agricoles et de bétail).</p>	<p>La suspension du financement de l'Union européenne en faveur de la SOSAR a empêché l'atteinte de la plupart des résultats du PRA/Marchés.</p>
<ol style="list-style-type: none"> 1. Les informations, technologies et stratégies de transformation post-récolte, de conditionnement et de commercialisation sont suffisamment connues et utilisées par les acteurs du commerce régional; 1. Les acteurs du commerce régional sont informés sur les dispositions commerciales, fiscales, et douanières au niveau des espaces UEMOA et CEDEAO; 2. Les opportunités d'échanges sont plus visibles et des relations d'affaires se sont concrétisées. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Résultat non obtenu ; 2. Les opérateurs ont été informés des dispositions commerciales, fiscales et douanières au niveau des ays de l'UEMOA. Des expériences vécues d'entraves aux échanges ont été présentées sur l'axe Niamey-Dakar et Niamey-Abidjan. ; 3. La conférence régionale avec la participation des acteurs potentiels du commerce régional des produits agricoles et agroalimentaires a permis de conclure beaucoup d'opportunités d'affaires. 	<p>La suspension du financement de l'Union européenne en faveur de la SOSAR a empêché l'atteinte de la plupart des résultats du PRA/Marchés.</p>
<ol style="list-style-type: none"> 1. Le projet « Marchés frontaliers » est clôturé du point de vue administratif et comptable; 2. Les résultats du Projet restitués et partagés. La Phase II du Projet Régional d'appui aux marchés frontaliers disponible ; 	<ol style="list-style-type: none"> 1. La clôture du Projet est en cours. 2. Résultats non restitués. 3. Rapport d'étude validé disponible. 4. Les Etats et les partenaires ont actualisé leurs connaissances au cours de l'atelier de validation de l'étude sur les filières transfrontalières, organisé en décembre 2006. 	

Extrants/produits attendus	Extrants/produits obtenus	Observations
3. Réaliser l'étude sur les filières transfrontalières, concevoir un dispositif de suivi de ces filières, proposer des mesures de facilitation des échanges ; 4. Les Etats, le CILSS et les Partenaires techniques et financiers actualisent leurs connaissances des filières transfrontalières aux fins d'intervention et d'appui.		
1. Les politiques nationales de développement de l'élevage sont réajustées en fonction de l'expérience des marchés frontaliers ; 2. Les autres pays sahéliens font de la promotion des marchés frontaliers un des axes de développement du secteur de l'élevage.	Résultats non obtenus Seuls les TDR d'élaboration de la 2 ^{ème} phase ont été finalisés.	La poursuite du processus d'élaboration de la Phase II dépend de la clôture de la Phase I du Projet « Marchés Frontaliers ».
1. Les informations, expériences, initiatives et acquis en matière de transformation et commercialisation des produits agricoles et agroalimentaires sont capitalisés, partagés/ diffusés et valorisés ; 2. La gestion de la qualité des produits agricoles et agroalimentaires transformés est améliorée	Résultats non obtenus	Les activités ont porté sur la clôture du contrat CILSS-CTA relatif à la transformation des produits agricoles. La négociation d'une nouvelle phase avec le CTA dépend de la clôture de ce contrat.

FINANCEMENT EN 2006

En 2006 le Programme a bénéficié au total de **228 910 675 FCFA**. Sur ce montant, seulement **33 340 462 CFA** ont été engagés, soit environ 15% de l'ensemble des fonds annoncés par les partenaires (Cf. tableau N° 8). On notera que ce Programme est essentiellement financé par l'Union Européenne à hauteur de **218 912 400 FCFA** dont aucun décaissement n'a pu être effectué en 2006.

Tableau 8 : Etat des financements et dépenses du programme (FCFA)

Partenaires	Financements mobilisés	Engagement	Solde à engager
ACDI	-	1 049 137	- 1 049 137
ACER	-	27 059 608	- 27 059 608
UE	218 912 400	-	218 912 400
US AID	9 998 275	5 231 717	4 766 558
TOTAL	228 910 675	33 340 462	195 570 213

DIFFICULTES RENCONTREES

Les principales difficultés rencontrées par le PRA/Marchés ont été de deux ordres. :

- 1) Tout d'abord, le Programme n'a pas disposé assez à temps des effectifs de personnel nécessaires à la conduite de ses activités ;
- 2) En outre, la mise en œuvre du PO 2006 a beaucoup souffert de la suspension intervenue en novembre 2005, de la convention SOSAR qui assure 84 % du financement des activités de PRA/accès aux marchés ;
- 3) Cette situation a fait que bon nombre d'activités ont dû être ajournées.

LEÇONS A TIRER

Les leçons à tirer peuvent se résumer comme suit :

- 1) La conférence sur la situation agricole et alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest a fait ressortir :
 - L'intérêt et l'engouement des rencontres pour les opérateurs économiques et les OIG de coopération (UEMOA, CEDEAO) pour le renforcement du commerce régional ;
 - Des opportunités pour s'informer sur des offres et des demandes de produits agricoles et agroalimentaires, de se faire connaître ;
 - La nécessité d'informer régulièrement les opérateurs du commerce régional sur le contenu des dispositions commerciales régionales (UEMOA, CEDEAO) ;
 - L'utilité de partager avec les OIG de coopération régionale (UEMOA, CEDEAO) les pratiques réelles avec des expériences vécues le long des axes routiers ;
 - La nécessité pour les OIG de coopération régionale (CILSS, UEMOA, CEDEAO) de saisir les opportunités qu'offrent les conférences régionales annuelles pour expliquer aux acteurs du marché et partager avec eux les mesures réglementaires régionales et les initiatives en matière de commerce ;
 - L'information et la sensibilisation doivent être poursuivies pour amener les opérateurs à prendre le réflexe d'aller à l'information commerciale et de l'utiliser dans le cadre de leurs activités quotidiennes.
- 2) Les résultats issus des études filières transfrontalières nous enseignent que :
 - L'essentiel du commerce régional porte sur deux filières principales au sein de l'espace CILSS-CEDEAO : les céréales et le bétail ;
 - D'autres filières émergent : la mangue, le karité, le sésame ;

- La dynamique du commerce régional est réelle et évolutive : les opérateurs s'organisent en réseaux et se spécialisent suivant les maillons de la chaîne de commercialisation, aidés en cela par le développement des voies de communication et des NTIC ;
- Les statistiques existantes dans les pays sur le commerce et les flux transfrontaliers au sein de l'espace CILSS-CEDEAO sont très parcellaires voir inexistantes pour beaucoup de produits.

IV. **P**ROGRAMME REGIONAL D'APPUI SUR LA MAITRISE DE L'EAU

OBJECTIF DU PROGRAMME

Le Programme Régional d'Appui sur la maîtrise de l'eau est articulé autour de cinq domaines d'actions qui sont :

- L'amélioration de la gestion intégrée des ressources en eau ;
- L'augmentation des ressources en eau mobilisables;
- La gestion des aménagements ;
- L'amélioration de la productivité agricole et la diversification de la production ;
- Le développement de la recherche d'accompagnement dans le domaine de l'irrigation.

STRATEGIE D'INTERVENTION

La stratégie d'intervention du CILSS porte sur les créneaux complémentaires à ceux des Etats et repose sur trois piliers à savoir :

- Le développement de la petite irrigation en particulier dans les zones les plus vulnérables du Sahel de manière à réduire la fragilité des populations vis-à-vis du risque climatique ;
- La capitalisation et l'extension des expériences probantes dans divers domaines (aménagement des bas fonds, collecte et stockage des eaux de pluies et de ruissellement, exploitation des eaux souterraines par l'utilisation de technologies appropriées et à faibles coûts, ensemencement des nuages pour augmenter les précipitations, etc.) ;
- Le renforcement de capacités, notamment les formations diplômantes et continues.

ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES EN 2006

La mise en œuvre du PRA/Maîtrise de l'Eau a concerné principalement deux activités en 2006, à savoir :

- La tenue du forum « Eau-Sahel » entrant dans le cadre de la déclaration du 14ème Sommet des Chefs d'Etat tenu en janvier 2004 à Nouakchott ;
- La mise en œuvre des activités du projet régional solaire (PRS II).

1) Concernant la tenue du forum régional « Eau-Sahel »

L'objectif de ce forum était de mobiliser la région sahélienne et la communauté internationale pour la création, à terme d'une « coalition mondiale pour l'eau au Sahel » en vue de faire reculer la faim en conformité avec la déclaration des Chefs d'Etats lors de leur dernier Sommet tenu à Nouakchott en Janvier 2004. Ce forum a permis d'élaborer et de faire adopter une plate-forme commune des Pays du Sahel dans le domaine de la maîtrise de l'eau. Cette plate-forme a été présentée lors du Forum Mondial sur l'Eau tenu en Mars 2006 à Mexico. Ce forum régional « Eau-Sahel » constitue ainsi une première réponse à la déclaration du 14ème Sommet des Chefs d'Etat du CILSS portant sur la coalition mondiale intitulée « Maîtriser l'eau pour faire reculer la faim au Sahel ».

2) Par rapport à la mise en œuvre du Programme régional solaire

Les activités en 2006 ont concerné :

- La coordination régionale du projet PRS II à travers les 9 coordinations nationales et la mise en œuvre du devis-programme 2006 ;
- L'appui à l'installation de nouveaux systèmes d'adduction d'eau potable (SAEP) durables dans les pays dans le cadre du PRS II.

Les tableaux 9 et 10 résument l'état de réalisation des activités du PO 2006 et des activités non prévues.

Tableau 9 : Etat de réalisation des activités du PO 2006

Type	Libellé	Taux de réalisation (%)	Observations
Activités prévues	Organiser le forum Eau-Sahel.	100	
	Assurer la coordination régionale du PRS II.	75	La démission successive du Coordonnateur et de son assistant ont entraîné un ralentissement des activités de coordination.
	Soutenir l'installation de nouveaux systèmes d'approvisionnement en eau potable (SAEP) et la réhabilitation d'anciens dans les pays du Sahel.	0	Les appels d'offres ont été lancés en 2006. La réalisation des ouvrages se fera en 2007.
	Finaliser et valider le document de synthèse sur la capitalisation des expériences de l'eau en organisant des rencontres de restitution	100	
	Organiser un atelier sur la gestion intégrée des ressources en eau.	100	Les experts des pays et de l'ABN ont été formés.
	Mettre en place la coordination régionale du programme APENS.	0	La mise en place de la coordination n'interviendra qu'après la conférence ministérielle et la mobilisation du financement
	Organiser une conférence ministérielle sur le programme APENS de mobilisation des Fonds.	0	L'étude de faisabilité de la BID est attendue avant la tenue de la conférence.
	Poursuivre la mobilisation des Fonds pour le PRADPIS.	10	Les démarches ont été entreprises mais n'ont pas abouti.
	Poursuivre la formation des Ingénieurs et techniciens supérieurs en Hydrologie.	100	Dix neuf (19) élèves Ingénieurs en Hydrologie ont terminé la 2 ^{ème} et démarré la 3 ^{ème} .
	Former les hydrologues d'Afrique de l'Ouest sur la prévision saisonnière.	100	

Tableau 10 : Activités non prévues et réalisées

Type	Libellé	Taux de réalisation (%)	Observations
Activités non prévues	Evaluer par télédétection les potentialités hydrauliques des bas-fonds pour la petite irrigation privée et les cultures de décrues en Afrique de l'Ouest.	30	L'étude va se poursuivre en 2007
	Contribuer à améliorer l'alerte hydrologique dans le Bassin du fleuve Niger à partir des prévisions saisonnières des écoulements.	50	Le rapport d'étude est disponible

PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2006

- Le forum régional « Eau-Sahel » a permis d'élaborer et de faire adopter une plate-forme commune des Pays du Sahel dans le domaine de la maîtrise de l'eau. Cette plate-forme a été présentée lors du Forum Mondial sur l'Eau tenu en Mars 2006 à Mexico. Ce forum régional « Eau-Sahel » constitue ainsi une première réponse à la déclaration du 14ème Sommet des Chefs d'Etat du CILSS portant sur la coalition mondiale intitulée « Maîtriser l'eau pour faire reculer la faim au Sahel » ;
- 12 hydrologues de l'ABN ont été formés sur la courbe de tarage du 26 au 30 juin 2006 au CRA ;
- La procédure d'appels d'offres pour la réalisation de nouveaux ouvrages de systèmes d'adduction d'eau potable et de réhabilitation d'anciens dans les 9 pays du CILSS est bouclée et va ainsi permettre le démarrage des travaux d'exécution en 2007 dans le cadre du PRS II.

Le tableau N° 11 ci-dessous donne une vue synoptique des principaux résultats/extrants atteints en 2006.

Tableau 11 : Principaux résultats atteints en 2006

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
<ul style="list-style-type: none"> 1. Poursuite de la formation des élèves ingénieurs en hydrologie sur la petite irrigation ; 1. Démarrage du Master en gestion concertée des ressources naturelles ; 2. Recherche d'appui à la formation assurée ; 3. Le potentiel irrigable en petite irrigation évalué par télédétection ; 4. Les financements pour le PRADPIS sont mobilisés ; 	<ul style="list-style-type: none"> 1. Neuf (19) élèves Ingénieurs en Hydrologie ont terminé la 2ème et démarré la 3ème ; 2. Master non démarré en 2006 ; 3. Recherche d'appui assurée ; 4. Etude en cours mais non finalisée ; 5. Résultat non obtenu 	
<p>La rencontre ministérielle est tenue en mars 2006;</p> <p>Des annonces de participation au financement du programme sont faites ;</p> <p>La coordination régionale du programme APENS est mise en place.</p>	<p>Résultats non atteints</p>	<p>L'étude de faisabilité de la BID est nécessaire à la tenue de la conférence et à la mobilisation des ressources</p>
<ul style="list-style-type: none"> 1. Le forum «Eau-Sahel » est organisé en 2006 ; 2. Une plate-forme commune des pays du Sahel est dégagée ; 3. Des financements sont mobilisés pour mettre en œuvre la coalition mondiale en faveur du Sahel. 	<ul style="list-style-type: none"> 1. Rapport d'atelier disponible ; 2. Plate-forme régionale sur la maîtrise de l'eau disponible ; 3. Résultat non obtenu 	<p>La plate-forme a été présentée par le Ministre mauritanien chargé de l'eau au forum mondial sur l'eau de Mexico 2006.</p>
<p>360 nouveaux SAEP installés ;</p> <p>280 anciens forages réhabilités dans les pays ;</p> <p>50 équipements solaires réhabilités ;</p> <p>Installation de 150 nouveaux systèmes solaires ;</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. La coordination régionale du PRS II est assurée 	<p>Résultats 1, 2, 3 et 4 non obtenus</p> <p>5. La coordination du PRS II a été assurée.</p>	<p>La réalisation des SAEP a été reportée en 2007.</p>
<ul style="list-style-type: none"> 1. Le cadre de la collaboration avec l'ABN à travers le projet Hycos-Niger est consolidé ; 2. L'alerte hydrologique est améliorée à l'aide des prévisions saisonnières des écoulements ; 3. Des notes mensuelles ou spécifiques d'alerte sur l'état des ressources en eau sont disponibles et intégrées dans le bulletin de suivi de campagne ; 4. Des produits spécifiques aux besoins des utilisateurs (cas des irrigants) sont produits. 	<ul style="list-style-type: none"> 1. Le CILSS (CRA) et l'ABN ont collaboré sur le projet Hycos-Niger ; 2. Les prévisions saisonnières ont été régulièrement diffusées ; 3. Notes mensuelles sur l'état des ressources en eau intégrées dans le bulletin de suivi de la campagne ; 4. Résultat non encore obtenu. 	
<ul style="list-style-type: none"> 1. Le document de synthèse sur la capitalisation des expériences en matière de maîtrise de l'eau au Sahel est validé et diffusé ; 2. Les technologies performantes de petite irrigation à faible coût sont testées et vulgarisées à grande échelle 	<ul style="list-style-type: none"> 1. Le document de synthèse sur la capitalisation des expériences en matière de maîtrise de l'eau au Sahel est disponible mais n'a pu être diffusé ; 2. Résultat non atteint 	<p>Manque de financements.</p>

FINANCEMENT EN 2006

Dans le cadre de ce programme les financements mobilisés en 2006 se sont élevés à **581 222 343 FCFA**. Sur ce montant, **355 348 658 FCFA** ont été engagés, soit 61% (Cf. tableau N° 12). Les principaux bailleurs du programme ont été l'Union européenne, la France et le Danemark.

Tableau 12 : Etat des financements et dépenses du programme

Partenaires	Financements mobilisés	Engagement	Observations
ACER	-	14 968 755	- 14 968 755
USAID	77 892 778	69 100 650	8 792 128
ACER FSP	170 657 579	77 424 677	93 232 902
AMMA	11 100 000	9 366 698	1 733 302
DANIDA	102 659 586	98 984 174	3 675 412
UE	218 912 400	85 503 704	133 408 696
TOTAL	581 222 343	355 348 658	225 873 685

DIFFICULTES RENCONTREES

La principale difficulté est le non-financement du PRA/Maîtrise de l'Eau. En effet, depuis la mise en œuvre de la nouvelle réforme, le CILSS n'a pu recruter un cadre titulaire et coordonnateur dudit PRA, et ce, malgré de multiples démarches auprès des différents partenaires.

LEÇONS A TIRER

- 1) La maîtrise de l'eau est considérée comme le nœud gordien du développement agricole au Sahel. Cependant, c'est ce domaine qui, paradoxalement manque de financement. Le CILSS envisage revoir sa stratégie d'approche dans le domaine afin d'attirer le maximum de partenaires aux projets et programmes qu'il a élaborés dans ledit domaine.
- 2) Le programme Régional Solaire (PRS II) a réalisé beaucoup d'infrastructures hydrauliques au profit des populations rurales sahéniennes. Un accent particulier sera désormais mis sur le transfert de compétences à ces populations en vue de leur appropriation des différents ouvrages réalisés.
- 3) Le Programme Régional d'Augmentation des Précipitations par Ensemencement des Nuages (APENS) rencontre des difficultés de mobilisation de financements, dues à des considérations institutionnelles. Un lobbying politique par les Etats sahéniens auprès des partenaires financiers sera indispensable pour faire avancer le dossier.

OBJECTIF DU PROGRAMME

En vue de remplir le mandat que lui a donné les Etats membres, le CILSS s'est fixé comme objectif de « faire autorité dans les domaines de SA, LCD/GRN, maîtrise de l'eau, population et développement au plan sous-régional et international », et ce en s'employant à :

- Améliorer de façon sensible son système de pilotage, de coordination et de gestion ;
- Améliorer son positionnement du Sahel dans les dynamiques sous-régionales au sein de l'Afrique de l'Ouest et dans les débats et négociations internationales;
- Renforcer sa capacité d'anticipation sur les grands enjeux et défis du Sahel en formulant des diagnostics et des réponses pertinentes aux enjeux de développement sahéliens.

Deux résultats principaux avec des sous résultats sont liés à cet objectif majeur et ont trait à la coordination du système CILSS, la gestion financière et comptable, la gestion des ressources humaines, la planification et le suivi-évaluation, la gestion des ressources humaines et à la communication.

STRATEGIE D'INTERVENTION

La stratégie adoptée est celle de l'approche-programme qui implique :

- Un Leadership exercé par le CILSS dans la conduite de ses activités. ;
- La définition d'un Cadre Stratégique à long terme décliné en programmes pluriannuels ;
- Le renforcement du partenariat technique et financier ;
- Une approche de gestion rigoureuse axée sur les résultats ;
- Une méthode systématique de consultation des clients et des bénéficiaires ;
- Une gestion rationnelle des ressources humaines.

ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES EN 2006

L'année 2006, 2^{ème} année de mise en œuvre de la réforme du CILSS, a été particulièrement difficile pour l'équipe dirigeante à cause principalement du manque de ressources financières pour la conduite des activités de pilotage et de coordination. D'autre part, la prise en main du Centre régional AGRHYMET par le Secrétariat exécutif, en raison de l'interruption forcée du mandat du Directeur Général a rendu l'activité de coordination et de pilotage encore plus difficile.

L'activité de pilotage global du système est appuyée par des activités d'appui au management qui ont permis une amélioration significative des prestations de l'institution. Ainsi :

- 1) **En matière de coordination du système CILSS**, l'année a été marquée par des efforts de synergie inter- sites et de renforcement du partenariat technique et financier. Le cadre général de partenariat a été finalisé et soumis aux partenaires financiers. Il en est de même avec le renforcement de la coopération inter-OIG qui a connu la signature de plusieurs protocoles de collaboration. Au titre de ces protocoles, il convient de mentionner celui avec la CEDEAO qui fait désormais du CILSS son bras technique dans la mise en œuvre de plusieurs domaines dont ceux de la sécurité alimentaire et du programme d'action sous-régional de lutte contre la désertification.
- 2) **En matière de suivi-évaluation**, la plupart des cadres ont pu bénéficier de formation préliminaire en planification et suivi-évaluation ; les données et informations fournies dans les rapports du site de Ouagadougou ont fait l'objet de contrôle technique a posteriori. Une base de données sur la performance de l'institution a aussi été élaborée et validée, permettant ainsi de documenter à l'avenir les principales réalisations dans les pays et la région.
- 3) **Au niveau de la communication**, l'information et la documentation (CID), le plus grand chantier réalisé a été l'élaboration d'une stratégie de communication pour tout le système CILSS. Par ailleurs, le site WEB du Secrétariat Exécutif a été entièrement revu pour cadrer avec la nouvelle architecture et les nouvelles ambitions de l'institution. Le CILSS dispose aussi actuellement d'une meilleure connaissance des possibilités de meilleure gestion ses bases de données en vue de leur mise éventuelle sur site Web suite conséquemment à une étude réalisée à cet effet.
- 4) **En matière de gestion des ressources humaines**, il convient de noter l'élaboration de nouvelles fiches d'évaluation de performance, la description pour la majorité des postes et le recrutement d'un nombre d'important d'experts.
- 5) **En matière de gestion financière et comptable**, l'institution a amélioré son système de gestion par l'implantation générale du logiciel SUNSYSTEMS et l'application du SYSCOA en lieu et place de son ancien système comptable (CILSS-Compta).

- 6) **En matière de contrôle administratif, financier et comptable**, l'institution a renforcé son dispositif de contrôle sur les sites par l'augmentation du nombre des missions du Contrôleur interne et en instituant les contrôles inopinés. L'audit indépendant commun des partenaires a également été effectué.
- 7) **Dans le cadre de la Fondation pour le développement durable du Sahel**, il n'y a pas eu beaucoup d'avancée significative. En effet, même si le mandat du Comité de pilotage a été prorogé par le dernier Conseil des Ministres, les Etats membres ne sont pas tous acquittés du paiement de la contribution exceptionnelle, ce qui n'a pas permis l'opérationnalisation effective de la Fondation. Néanmoins, le Secrétaire exécutif du CILSS a déployé des efforts de recherche de financement qui ont abouti à l'inscription d'un montant de 120 000 000 FCFA sur deux ans en faveur de la Fondation dans le Programme de renforcement des capacités (PRC). La signature de la Convention de financement du PRC avec l'ACDI prévue pour début 2007 permettra d'aller vers la mise en place effective des organes de la Fondation, notamment le Conseil et la direction.

L'état de réalisation des activités du pilotage et du management est présenté au tableau N° 13 ci-dessous. Les activités non prévues mais réalisées sont données au tableau N° 14.

Tableau 13 : Etat de réalisation des activités

N°	Activités annuelles prévues	Taux de réalisation (%)	Observations
Assurer le pilotage et la coordination			
1	Assurer la coordination du système CILSS.	75	La résolution du problème CRA a mobilisé beaucoup d'énergie et a eu un impact négatif sur la coordination du système.
2	Elargir la base de partenariat du CILSS.	100	1. Une nouvelle convention de financement sera bientôt signée avec le Canada/ACDI sur le PRC ; 2. Le CGP a déjà été signé par 4 pays et d'autres (UE, Mécanisme Mondial) ont confirmé qu'ils vont le signer dès qu'il leur parviendra.
3	Renforcer le dialogue politique avec les Etats membres.	75	La réalisation de ces missions a été rendue difficile en raison du manque de ressources financières.
4	Identifier et privilégier les actions à conduire conjointement avec les autres OIG.	75	Beaucoup d'activités conjointes ont été conduites avec les OIG sœurs (grippe aviaire, réglementation des semences régionales, etc.).
5	Renforcer les convergences entre le PASR/AO ; la PCAE et le volet environnemental du NEPAD (OSS, CORAF, IITA, IFDC).	50	Cette activité sera renforcée à travers le nouveau protocole de collaboration avec la CEDEAO qui a confié au CILSS l'élaboration de sa politique environnementale.
6	Renforcer les capacités opérationnelles des CONACILSS.	0	Le manque de financement n'a pas permis de réaliser cette activité qui sera reconduite en 2007 en raison de son importance.

N°	Activités annuelles prévues	Taux de réalisation (%)	Observations
Mettre en œuvre une stratégie opérationnelle de communication			
.1	Développer et valider la stratégie opérationnelle de communication	100	L'atelier de validation de la stratégie opérationnelle de communication du CILSS s'est tenu et le document adopté.
2	Assurer les publications "Flash CILSS », « Reflets Sahéliens».	75	« Reflets Sahéliens » a cessé de paraître depuis mi 2005. Il a été relancé et 1 numéro est déjà produit. Un second est programmé en décembre 2006.
3	Améliorer les différents portails WEB du CILSS.	25	Le consultant commis pour améliorer le site Web du Secrétariat Exécutif a achevé son travail et le site rénové est fonctionnel. Le site de l'INSAH a également été rénové
4	Renforcer les fonds documentaires du CILSS.	25	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition de 100 titres publications au SE. - 126 nouveaux documents ont été acquis, traités et insérés dans la base de données du CRA. - 4 nouveaux CD ROMS ont été acquis au CRA. - 90 numéros de revues diverses reçus à l'INSAH. - Le fonds documentaire de l'INSAH est organisé en base de données et est accessible sur Internet.
5	Gérer les systèmes de télécommunications, Hauts débits de communication pour le transfert des données.	25	
6	Sécuriser les installations informatiques.	75	
7	Mettre à jour la page WEB et imprimer une brochure.	25	
8	Elaborer/éditer le rapport général du système CILSS.	0	Manque de financement.
	Conduire une étude de faisabilité pour la mise en ligne de bases de données du CILSS.	100	
Médiatiser les interventions du CILSS dans les pays			
1	Assurer la couverture par les organes de presse nationaux et internationaux des projets du CILSS.	75	Trois films seront réalisés et qui vont couvrir les activités du Fonds Italie/CILSS et de l'IREM/LCD. De même que 1 film sur le 1er Marché africain des Energies Renouvelables au Sahel.
2	Assurer la couverture médiatique par les organes de presse internationaux des principales manifestations du CILSS.	75	Les dernières instances du CILSS ont été couvertes par les organes de presse ainsi que les principales activités des PRA.
Assurer la planification et le suivi Evaluation			
1	Former les cadres en gestion axée sur les résultats (GAR).	100	L'ensemble des cadres qui étaient en poste en fin décembre 2005 ont été formés. Il reste les nouveaux cadres ayant pris service au cours de l'année 2006.
2	Concevoir une base de données sur le suivi-évaluation.	100	La base sera opérationnelle en 2007 après la formation des points focaux dans les sites.

N°	Activités annuelles prévues	Taux de réalisation (%)	Observations
3	Elaborer la politique genre du CILSS.	25	1. Les TDR ont été validés. 2. La consultation restreinte de sélection des consultants est terminée. 3. Etude non réalisée par manque de financement
4	Conduire une évaluation interne sur les activités du CILSS dans les pays.	15	1. TDR validés par le système CILSS. 2. Manque de financement pour la conduite de l'étude.
5	Elaborer les situations de référence dans les pays sur la sécurité alimentaire, la GRN et les questions de population/développement.	0	Manque de financement.
6	Appuyer le management et les PRA en matière de planification et de financement	100	Beaucoup d'appuis ont été apportés au management et aux PRA.
7	Contrôler la qualité et la fiabilité des informations produites par les sites.	80	Trois missions de contrôle sur les sites (INSAH et CRA) ont permis de s'assurer de la fiabilité et de la pertinence des informations produites. La mission de contrôle à Ouaga n'a pas été systématique compte tenu du processus de mise en place continue des nouvelles équipes.
8	Réactualiser le manuel de suivi-évaluation	100	Les formations dispensées en 2007 sur le suivi-évaluation ont été faites sur la base de la version réactualisée.

Assurer la gestion des ressources humaines

1	Faciliter la planification rationnelle des Ressources Humaines et le recrutement des postes de façon effective.	50	Les recrutements ont eu lieu, mais le processus était long, ce qui a eu un impact négatif sur l'exécution de certaines activités, notamment au CRA et à l'INSAH.
2	Assurer une gestion efficace des contrats et relation de collaboration.	60	Certains contrats ne sont toujours pas conclus.
3	Améliorer le système d'information en Ressources Humaines.	80	
4	Donner un appui-conseil constant et efficace aux sites et management sur les opérations en Ressources Humaines.	80	
	Mettre en œuvre un système validé de gestion du personnel.	0	
	Elaborer un manuel de gestion des ressources humaines adapté au CILSS.	0	

Assurer la gestion des ressources matérielles et financières

1	Mettre en œuvre l'ensemble des recommandations du contrôleur interne, des différents audits externes et du Commissariat aux comptes.	65	Le départ et le renouvellement du personnel n'ont pas permis de mettre en œuvre l'ensemble des recommandations, le secrétariat exécutif et surtout le CRA doivent fournir plus d'efforts.
2	Produire à temps réel et en qualité l'information financière (rapports financiers, tableaux de bord, bilan annuel).	50	Le passage du système comptable CILSS-COMPTA au SUNSYSTEMS et la mise en application tardive du nouveau du SUNSYSTEMS n'ont pas permis de produire sur l'ensemble des trois sites l'information financière en temps réel.

N°	Activités annuelles prévues	Taux de réalisation (%)	Observations
3	Etablir les plans prévisionnels de trésorerie.	0	
4	Réviser le manuel de procédures administratives, comptables et financières.	0	Manque de financement.
5	Former le personnel comptable dans la maîtrise du plan comptable SYSCOA et du logiciel SUNSYSTEMS.	50	Le personnel comptable à 100% été formé au SUNSYSTEMS. Il reste la formation au SYSCOA qui n'a pu avoir lieu par manque de fonds.

**Effectuer le contrôle administratif, financier et comptable du système et les audits du CILSS
en vue de minimiser le risque financier**

1	Faire appliquer strictement les textes de base (règlement financier, manuel de procédures, etc.).	100	Les recommandations issues des contrôles internes, audits et commissariats aux comptes font systématiquement l'objet de plans d'action de mise en œuvre dont l'exécution est suivie.
2	Conduire des contrôles inopinés.	100	Trois contrôles inopinés ont été opérés au CRA, et un à l'INSAH
3	Contrôler la mise en œuvre des différentes recommandations issues des audits externes, du contrôle interne et du Commissariat aux comptes.	100	Ce contrôle a été effectué par la commission créée à cet effet. Aussi, exceptionnellement au cours de cette année 2006, le service de Contrôle Interne du CILSS a effectué une mission spéciale dans tous les sites à cet effet.
4	Améliorer les cadres de coopération avec les partenaires.	100	
5	Appuyer les services de gestion sur les questions de procédures.	90	Le service de Contrôle Interne a aidé les sites dans le suivi du déroulement de la mission d'audit conjoint de l'exercice 2005, de la formulation des réponses aux interrogations du cabinet dans le cadre de l'élaboration du rapport définitif; ainsi que de la formulation des actes de remaniements budgétaires.
6	Assurer les audits externes du système CILSS.	100	Le rapport provisoire de l'audit conjoint de l'exercice 2005 a été envoyé par le cabinet qui attend les réponses du CILSS pour la mouture du rapport définitif.

Tableau 14 : Activités non prévues et réalisées

Type	Libellé	Taux de réalisation (%)	Observations
Activités non prévues	Assurer l'intérim de la Direction Générale du CRA.	100	Il convient de signaler que le DG du CRA a été relevé de ses fonctions le 10 février 2006.
	Tenir un Conseil de discipline après les malversations avérées au centre Régional AGRHYMET.	100	Le Conseil de discipline a concerné deux agents du CRA.
	Organiser un atelier de management organisationnel.	100	
	Organiser un atelier de finalisation du plan marketing de l'INSAH.	100	

PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2006

1) *Au niveau de la coordination et du pilotage*

- Le processus d'instauration de l'esprit d'équipe progresse de manière satisfaisante. Les diverses réunions de coordination et de pilotage (réunions de cabinet, conseil de direction, réunions mensuelles) ont donné l'occasion de régulièrement faire le point des activités des PRA et UAM, d'identifier les contraintes, de proposer et d'appliquer des mesures correctives. Des décisions ont ainsi été prises portant adoption et mise en œuvre des organigrammes des institutions spécialisées. Un calendrier de préparation des instances a été adopté et mis en œuvre.
- Comme conséquence à l'élargissement de la base de partenariat du CILSS, cinq (5) protocoles d'accord de coopération avec des partenaires ont été signés, dont les plus importants ont été sans conteste ceux avec la CEDEAO et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.
- Des documents de programmes ont été élaborés et soumis à des partenaires.
- Le cadre général de partenariat entre le CILSS et ses principaux partenaires a été finalisé et déjà signé par quatre pays (France, Canada, Etats Unis d'Amérique, Italie). Sa signature se poursuit avec les autres partenaires.
- La sixième rencontre du Comité des Partenaires du CILSS (CPC) a été tenue en décembre 2006 à Rome et a permis de s'accorder sur le processus recherche de financement des activités de formations de base au centre régional AGRHYMET.
- Deux évaluations ont été conduites. La première concerne l'évaluation à mi-parcours du PREDAS. Elle a été réalisée et a fait ressortir que, dans l'ensemble, le projet s'exécute normalement et que d'importants résultats intermédiaires sont atteints. Cette évaluation a également formulé des recommandations quant à l'intensification du niveau d'investissements en matière de projets pilotes sur les énergies domestiques, de formations et d'information ainsi que de suivi des impacts. La mission d'évaluation a recommandé une prolongation de 18 mois de la période d'exécution de la phase actuelle du projet, sans incidence financière sur la convention. La seconde concerne l'évaluation du Fonds « Lutte contre la désertification pour une réduction de la pauvreté au Sahel (FLCD-RPS) ». Elle a permis de confirmer que les mécanismes et procédures d'exécution sont très opérationnels, ce qui a abouti à la réalisation de plusieurs investissements pertinents sur le terrain. Elle a également mis en exergue que la présence des intermédiaires d'appui conseil compétents et motivés est une condition nécessaire à la mise en œuvre efficace et efficiente de Micro Projets pertinents et durables.

- Le processus de résolution de la crise institutionnelle au Centre régional AGRHYMET a mobilisé beaucoup d'énergie et de temps tout le long de l'année. A cet effet, plusieurs rencontres du groupe des partenaires des sites de Ouaga et de Niamey se sont tenues pour échanger sur les différentes voies de sorties de crise.

2) *Au niveau de la communication*

- Le processus de valorisation des acquis du CILSS est mieux orienté. En effet, les résultats de l'étude sur les bases de données du Secrétariat exécutif et du CRA donnent une situation exacte de la capacité des installations informatiques et une meilleure connaissance des bases de données. Un schéma modulaire pour valoriser l'expertise du CILSS accumulée au cours de toutes ces années est disponible.
- L'expertise du CILSS est désormais accessible par les « clients » du système. En effet, le site Web du Secrétariat exécutif qui comportait des informations totalement dépassées a été entièrement rénové et cadre mieux avec la nouvelle structuration du système et son approche programme. Celui de l'INSAH a également été amélioré.
- Toute la démarche du CILSS en matière de communication est désormais guidée par une stratégie consensuelle qui se positionne comme un instrument majeur pour plus de visibilité des actions du CILSS.

3) *Au niveau de la gestion des ressources humaines :*

- L'année 2006 a été particulièrement riche et intense en matière de recrutement. Au total une trentaine (30) de postes ont été pourvus par des compétences confirmées pour compter de février 06. L'introduction de mini-centres d'évaluation de compétences et de comportement (Assessment center), a été testée avec succès.
- Pour la première fois dans le cadre de l'application du Statut du personnel, un conseil de discipline s'est tenu au Centre AGRHYMET (février 2006) pour résoudre des cas disciplinaires. Comme conséquence, deux cas de licenciement ont été gérés avec satisfaction.

4) *Au niveau de l'administration, des finances et de la comptabilité :*

- Il y a une amélioration sensible de la gestion et de l'information financières, ce qui se ressent à travers les rapports financiers et comptables ;
- La gestion du CILSS se met progressivement en adéquation avec le système comptable de la plupart des Etats membres du CILSS avec l'adoption du SYSCOA.

5) *Au niveau de la planification et du suivi-évaluation :*

- L'ancrage de la culture axée vers les résultats est progressif mais décisif. Les rapports qui sont fournis par les différentes composantes du système CILSS démontrent de plus en plus la valeur ajoutée de l'Institution en termes de changements, d'effets et d'impacts. L'institution commence à vendre désormais ses résultats et de moins en moins ses activités.
- De façon systématique, toutes les informations fournies dans les rapports font l'objet a posteriori de contrôle technique, à l'image du contrôle financier. Ce contrôle va désormais exiger des experts de se limiter aux activités essentielles qui seront à même de fournir des résultats.
- Le processus de mise en place de la base de données sur le suivi-évaluation est très avancé. Avec cette base de données qui sera opérationnelle à partir de 2007, il deviendra possible de documenter les réalisations du CILSS dans les pays et dans la région de façon systématique. En plus, ceci évitera de « réinventer la roue » dans plusieurs domaines. Il sera ainsi possible aux pays de consulter au fur et à mesure l'ensemble des interventions faites à leur profit.

Le tableau N° 15 ci-dessous donne une vue synoptique des principaux résultats/extrants atteints en 2006.

Tableau 15 : Principaux résultats atteints en 2006

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
Assurer la coordination et le pilotage		
<ol style="list-style-type: none"> 1. Une formule de CTG pour le système CILSS est retenue et appliquée; 2. Une rencontre annuelle de coordination du système CILSS (cadres) est organisée ; 3. Les conseils de cabinet, conseils de direction, CRPS, CTG et Conseil des Ministres tiennent leurs réunions statutaires aux dates prévues ; 4. Les cadres des sites appliquent un calendrier de préparation des instances ; 5. Deux (02) rencontres intersites sont tenues autour de la SOSAR et ACER 6. Une charte régissant l'accès aux données par des utilisateurs externes est adoptée avec les pays ; 7. Le top-management du CILSS (SE et SEA) sont présents dans au moins 5 pays du CILSS au cours de 2006 ; 8. La base de données sur les projets/programmes est disponible ; 9. Trois biographies sur l'eau, la SA et la GRN sont élaborées. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Des réflexions ont été engagées et la formule du CTG unique a été retenue par le Conseil de Direction ; 2. Aucune rencontre de coordination n'a été organisée, faute de moyens financiers ; 3. Un conseil de direction a été tenu ; 4. Les cadres ont effectivement appliqué le calendrier des différentes rencontres ; 5. Une rencontre spécifique autour de la SOSAR a été tenue. 6. La charte n'a pu être adoptée ; 7. Le top management a été présent au Mali, Burkina, Sénégal, Mauritanie, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Niger, Gambie ; 8. La maquette de la base de données 'est pas disponible ; 9. Résultat non atteint 	<p>Le manque de financements n'a pas permis les différentes rencontres de coordination</p>
Mettre en œuvre la stratégie opérationnelle de communication		
<ol style="list-style-type: none"> 1. Une stratégie opérationnelle de communication commune aux trois sites est adoptée ; 2. 12 flash ; 1 Reflet Sahélien ; 12; 4 Pop Sahel Newsletter sont produits ; 3. Les portails des sites WEB du CILSS sont améliorés ; 4. Le système VSAT est installé et opérationnel pour les besoins d'INTERNET et de la téléphonie ; 5. Le rapport général de 2006 est édité et disponible au plus tard le 10 janvier 2007 ; 6. Les publications sont mises à la disposition des pays ; 7. Les principales manifestations du CILSS (CM, CRPS, 12 Septembre, forum, ateliers régionaux) sont couvertes par les organes de presse ; 8. 50% des déplacements des coordonnateurs des PRA et DG/IS et 80% de ceux du SE et SEA sont couverts par les organes de presse ; 9. Des relations de travail sont développées avec les médias nationaux et internationaux. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. La stratégie existe mais n'est pas opérationnalisée ; 2. Les bulletins et autres produits d'informations ont été tous produits ; 3. Le portail WEB du CILSS/SE et de l'INSAH ont été améliorés ; 4. Le système VSAT est installé mais n'est pas entièrement opérationnel ; 5. Le rapport général n'est pas édité ; 6. Toutes les publications ne sont pas mises à la disposition des pays ; 7. Les principales manifestations sont couvertes par les médias ; 8. 50% des déplacements des coordonnateurs, du SE et SEA ne sont pas couverts par les médias, mais de nombreux interviews et reportages dans les organes de presse nationaux et internationaux sur les activités des Responsables de PRA, du SEA et du SE ont été réalisés ; 9. Des relations de travail ont été développées avec les médias internationaux et nationaux. 	

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
Assurer la gestion des ressources humaines		
La grille d'évaluation du personnel est actualisée et validée.	90	La grille d'évaluation a été amendée, mais la version finale n'est pas encore disponible auprès des différents évaluateurs, ce qui fait accuser trois années (2004, 2005, 2006) de non-évaluation du personnel
Le personnel est satisfait à plus de 90% sur la gestion des RH (contrats, acquis sociaux, climat de travail, etc.) ;	Aucun sondage n'a été effectué	
Le manuel de GRH est élaboré et validé.	Résultat non atteint	
Planification Suivi/Evaluation		
100% des cadres du CILSS sont formés en GAR.	L'ensemble des cadres (anciens et nouveaux recrutés en 2006) ont tous été formés.	L'accent sur mis en œuvre en 2007 sur l'amélioration des outils et du rapportage.
Existence de la base des données sur le suivi-évaluation du système CILSS.	La base de données a été conçue et validée par les trois sites.	La base sera opérationnelle en 2007 après la formation des points focaux dans les sites.
Existence du document de politique genre.	<ol style="list-style-type: none"> Les TDR ont été validés. La consultation restreinte de sélection des consultants est terminée. 	Etude non réalisée par manque de financement (suspension temporaire du financement danois).
Existence du document d'évaluation d'un Programme régional d'Appui.	Résultat non atteint	Manque de financement, néanmoins, les TDR ont été validés par le système CILSS.
Disponibilité des situations de référence en termes d'indicateurs.	Résultat non atteint	Manque de financement.
Nombre d'appuis ponctuels.	Beaucoup d'appuis ont été apportés au management et aux PRA.	
Rapports de contrôle de la qualité des données sur les réalisations du CILSS.	Trois missions de contrôle sur les sites (INSAH et CRA) ont permis de s'assurer de la fiabilité et de la pertinence des informations produites.	La mission de contrôle à Ouaga n'a pas été systématique compte tenu du processus de mise en place continue des nouvelles équipes.
Existence de la première version réactualisée du manuel et de ses annexes.	La première version de la réactualisation est disponible.	Les formations dispensées en 2006 sur le suivi-évaluation ont été faites sur la base de la version réactualisée.
100% des cadres du CILSS sont formés en GAR.	L'ensemble des cadres (anciens et nouveaux recrutés en 2006) ont tous été formés.	L'accent sur mis en œuvre en 2007 sur l'amélioration des outils et du rapportage.
Assurer la gestion des ressources matérielles et financières		
<ol style="list-style-type: none"> Le bilan 2005 est disponible au plus tard le 31.03.2006 ; Les tableaux de bord financiers sont régulièrement établis ; L'inventaire des biens du CILSS est mis à jour ; 90% de l'ensemble des recommandations (internes et externes) de gestion sont mises en œuvre ; Les rapports financiers sont fournis à temps et dans les normes; 	<ol style="list-style-type: none"> Le bilan 2005 est disponible au 30.10.2006 ; Les tableaux de bord financiers ne sont pas régulièrement disponibles ; L'inventaire des biens du CILSS est mis à jour ; 60 % des recommandations ont été mises à jour ; Les rapports financiers sont fournis à temps et dans les normes; 	La plupart des extrants non produits trouvent leur justification dans le manque de financement en dehors des plans de trésorerie et de décaissement ainsi que des informations analytiques sur le coût des activités.

Extrants/Produits attendus	Etat de réalisation des Extrants/Produits	Observations
6. Le niveau de confiance dans la gestion financière du CILSS dépasse 90%; 7. Les informations analytiques sur le coût des activités sont régulièrement mises à la disposition des PRA et UAM; 8. Le SUNSYSTEM est appliqué ; 9. Les plans de trésorerie sont disponibles (trimestriel, semestriel, annuel, pluriannuel); 10. Un plan de décaissement est proposé aux partenaires basé sur les plans de trésorerie ; 11. Les équipements de communication et informatiques sont sécurisés ; 12. Existence du manuel de procédures, révisé et validé ; 13. 100% du personnel comptable est formé au SYSCOA.	6. Le niveau de confiance dans la gestion financière du CILSS est fort appréciable, mais aucun taux n'est pas disponible par défaut de sondage; 7. Les informations analytiques sur le coût des activités ne sont pas mises à la disposition des PRA et UAM ; 8. Le SUNSYSTEM a commencé à être appliqué sur tous les trois sites ; 9. Les plans de trésorerie ne sont pas disponibles (trimestriel, semestriel, annuel, pluriannuel); 10. Un plan de décaissement n'est pas proposé aux partenaires ; 11. Les équipements de communication et informatiques ne sont pas assez sécurisés ; 12. Manuel révisé de procédures, non disponible ; 13. Le personnel comptable n'est pas encore formé au SYSCOA.	

Effectuer le contrôle administratif, financier et comptable du système et les audits du CILSS en vue de minimiser le risque financier

Les différents textes (manuel de procédures, règlement financier) sont appliqués.	Résultat partiellement atteint	Les différentes missions de contrôle interne, d'audit et de commissariat aux comptes ont révélé parfois quelques écarts.
Un audit conjoint des comptes 2005 est réalisé.	Résultat atteint	L'audit a noté des améliorations au niveau de la gestion comptable.
Au moins 2 contrôles inopinés sont réalisés sur chaque site.	Résultat atteint	Il faudra cependant renforcer les moyens financiers pour assurer les contrôles inopinés.
En fin d'année, 100% des recommandations de gestion sont mises en œuvre.	On estime à 75% le taux de mise en œuvre des différentes recommandations.	Le départ et le renouvellement du personnel n'ont pas permis de mettre en œuvre l'ensemble des recommandations.
Les rapports du Commissaire aux comptes et du contrôleur interne sont disponibles au plus tard fin décembre 2005.	Partiellement atteint (50%)	Le rapport du Contrôleur interne est disponible mais pas celui du Commissaire aux comptes.
Des rencontres périodiques sont organisées avec les agences de coopération sur la gestion du CILSS.	Résultat atteint	

FINANCEMENT EN 2006

Les financements mis à la disposition du pilotage et du management se sont élevés à **679 843 010 FCFA**. Les montants engagés ont été de **371 975 535 FCFA**, soit environ 55%. Le tableau N° 16 ci-dessous donne la répartition de ce financement aussi bien pour la coordination du système CILSS que pour les différentes UAM.

Tableau 16 : Etat des financements et dépenses du programme

Partenaires	Financements mobilisés	Engagement	Solde à engager
COORDINATION SYSTEME CILSS			
ACDI	120 807 500	18 459 619	102 347 881
ACER	85 145 518	35 122 470	50 023 048
EM	199 405 196	165 565 890	33 839 306
FFEM	-	35 113	-35 113
GR	26 556 000	22 456 296	4 099 704
GTZ	46 787 627	35 673 812	11 113 815
Italie	41 566 117	20 390 995	21 175 122
MM	-	38 000	-38 000
USAID	159 575 052	74 233 340	85 341 712
TOTAL	679 843 010	371 975 535	307 867 475
SUIVI EVALUATION			
USAID	15 800 000	8 355 251	7 444 749
Fonds Italie	8 505 147	6 493 567	2 011 580
DANIDA	10 000 000		10 000 000
TOTAL	144 305 147	14 848 818	129 456 329
GRH (SE)			
ACER	-	3 624 400	- 3 624 400
GR	-	360 178	- 360 178
GTZ	4 872 312	4 788 486	83 826
TOTAL	4 872 312	8 773 064	- 3 900 752
AFC			
USAID	69 634 299	57 564 494	4 101 309
ETATS MEMBRES	69 700 000	33 852 229	35 847 771
DANIDA	79 845 363	76 348 637	3 496 726
TOTAL	219 179 662	167 765 360	43 445 806
CONTRÔLE INTERNE			
ACER	-	317 500	- 317 500
EM	-	1 121 758	- 1 121 758
GR	-	1 962 708	- 1 962 708
USAID	15 711 828	10 573 328	5 138 500
TOTAL	15 711 828	13 975 294	1 736 534
COMMUNICATION			
ACER	16 068 305	5 000 000	11 068 305
EM	16 500 000	177 500	16 322 500
GR	-	1 686 000	- 1 686 000
GTZ	38 978 499	1 500 000	37 478 499
Italie	10 000 000	-	10 000 000
USAID	56 035 513	48 110 317	7 925 196
TOTAL	137 582 317	56 473 817	81 108 500

SITUATION FINANCIERE ET ADMINISTRATIVE

Dans ce chapitre il sera traité du financement de l'Institution dans son ensemble : budget adopté et ressources financières reçues pour le financement des activités et du fonctionnement du CILSS durant l'année 2006. Un commentaire sera également fait sur l'état d'utilisation de ces ressources.

1) Au titre des ressources financières

Le budget de l'exercice 2006, d'un montant de 6 969 327 996 FCFA, a été adopté au dernier conseil des Ministres tenu à Bissau en mars 2006. Ce budget est financé à plus de 92% par la contribution des partenaires au développement du CILSS. La répartition dudit budget est comme suit :

- Partenaires au développement : 6 471 173 523 FCFA
soit 92.86%
- Contributions Etats Membres et Génération de ressources : 498 154 473 FCFA
soit 7.14%

La situation de l'état d'exécution budgétaire a été faite à la date du 31 octobre 2006. A cette date, l'engagement budgétaire se chiffrait à 3 572 223 823 FCFA, soit 51% de l'allocation budgétaire. De même, l'ensemble des fonds reçus au cours de la période se chiffrait à 3 787 300 882 FCFA, soit un taux d'encaissement de 54%.

Au titre de l'exercice 2006, les contributions attendues des Etats membres du CILSS s'élevaient à **350 339 010 FCFA**. Au 31 octobre 2006, **203 344 872 FCFA** ont été encaissés sur le montant total attendu, soit un taux de recouvrement de **58%**. Le tableau N° 17 ci-dessous donne la situation des contributions par pays.

Tableau 17 : Situation des contributions des Etats membres au 31 octobre 2006

Etats Membres	Contributions attendues	Contributions versées	Solde	% décaissement
BURKINA FASO	52 550 852	52 550 852	0	100
CAP-VERT	21 020 340		21 020 340	0
GAMBIE	21 020 340	10 692 316	10 328 024	51
GUINEE-BISSAU	28 027 120		28 027 120	0
MALI	52 550 852	52 550 852	0	100
MAURITANIE	35 033 901	35 000 000	33 901	100
NIGER	52 550 852		52 550 852	0
SENEGAL	52 550 852	52 550 852	0	100
TCHAD	35 033 901	0	35 033 901	0
TOTAUX	350 339 010	203 344 872	146 994 138	58

Les arriérés de cotisations cumulés au 31 octobre 2006 se chiffrent à **1.034.000.816 FCFA**. Le détail est donné à l'annexe 2.

En dehors de ces ressources en provenance de ses Etats membres, le CILSS génère des ressources propres. Sur un montant de 147 815 463 FCFA attendu au titre de la génération de ressources, 145 658 119 FCFA ont été encaissés, soit un taux d'encaissement de 99 %. Le Secrétariat Exécutif et le Centre Régional Agrhymet ont généré plus de ressources durant la période en comparaison avec ce qui avait été prévu. Ces initiatives de génération des fonds propres seront poursuivies afin d'accroître la capacité d'autofinancement de l'Institution, même si elle est encore très faible en comparaison avec les autres recettes reçues des partenaires. Le tableau N° 18 en donne un bref aperçu.

Tableau 18 Génération de ressources financières par site

Sites	Recettes budgétisées	Encaissement	Solde	% décaissement
A	B	C	D (B-C)	E
Secrétariat Exécutif	26 555 000	34 750 000	- 8 195 000	131
CRA	63 500 000	106 608 119	- 43 108 119	168
INSAH	57 759 464	4 300 000	53 459 464	7
TOTAL	147 814 464	145 658 119	2 156 345	99

2) **Au titre de l'exécution budgétaire**

La situation de l'exécution budgétaire au 31 octobre 2006, fait ressortir un cumul d'engagements de dépenses de **3.572.223.823 FCFA** sur un budget adopté de **6.969.327.996 FCFA**, soit un taux d'exécution de **51%**. Ce niveau de consommation de crédits est dû à l'adoption tardive du budget (budget adopté en fin mars 2006) qui a ainsi occasionné une mise à disposition tardive des fonds. En effet, le décaissement des fonds est intervenu à partir du deuxième trimestre de l'année. En outre, la suspension des financements de l'Union Européenne relatifs à la SOSAR a eu une influence négative considérable sur le niveau de réalisation des activités programmées. Le taux de réalisation des interventions s'élève à 42% seulement. Un résumé de l'exécution budgétaire est donné au tableau N° 19 ci-dessous.

Tableau 19 : Exécution budgétaire consolidée du Système CILSS 31 octobre 2006

RUBRIQUES	Budget 2006	Engagement au 31-10-2006	Solde budgétaire	Taux de réalisation (%)
FRAIS DE PERSONNEL	1 561 392 093	1 063 733 909	497 658 184	68
FRAIS GENERAUX	673 033 046	462 203 639	210 829 407	69
INVESTISSEMENT	160 183 500	114 359 520	45 823 980	71
INTERVENTIONS	4 574 719 358	1 931 926 755	2 642 792 603	42
TOTAL	6 969 327 996	3 572 223 823	3 397 104 173	51

Pour terminer, il est utile d'indiquer que pour mettre en œuvre ses activités, le CILSS a disposé au total de 146 agents répartis comme suit :

Secrétariat exécutif	49
INSAH	36
Centre régional AGRHYMET	61

DIFFICULTES RENCONTREES

La mise en œuvre des activités de coordination et de pilotage a été émaillée de quelques difficultés :

- 1) Le manque de financement est de loin la plus grande difficulté rencontrée par l'équipe dirigeante. Il est donc extrêmement important qu'une solution durable soit trouvée au financement des activités de pilotage et de management en vue de permettre à l'Institution d'évoluer vers un centre d'excellence. Durant l'année 2007 et celles à venir, une attention soutenue sera accordée à l'accroissement de l'efficacité du management du système CILSS, notamment à travers le programme de renforcement de capacités qui sera mis en œuvre en 2007.
- 2) La prise en main par le Secrétaire Exécutif Adjoint du Centre régional AGRHYMET en raison de la défaillance du Directeur Général a ralenti les efforts de coordination technique du système CILSS.

LEÇONS A TIRER

- 1) La mise en image des acquis et réalisations de l'institution constitue sans nul doute un outil important pour la visibilité des actions que le CILSS mène sur le terrain.
- 2) Progressivement, mais de manière décisive, la culture axée vers les résultats s'implante au sein de l'institution. Le CILSS commence à vendre désormais ses résultats et de moins en moins ses activités.
- 3) Le processus de mise en place d'une base de données sur le suivi-évaluation indique déjà toute l'importance de cet outil pour le CILSS. Il permettra la systématisation de la mise à jour des réalisations et l'accessibilité des Etats et partenaires à l'ensemble des interventions de l'institution.
- 4) La signature en cours du cadre général de partenariat avec l'ensemble des principaux partenaires financiers permettra à l'institution de mettre enfin en œuvre l'approche-programme, adoptée par les instances en décembre 2003 à Nouakchott. Aussi, le renforcement de la coopération avec le CSAO et le nouveau partenariat signé avec la CEDEAO vont également ouvrir de nouvelles perspectives et opportunités de financement du CILSS ;
- 5) L'introduction des contrôles inopinés du Contrôleur Interne sur les sites en renforcement des missions régulières de contrôle s'est avérée être un outil efficace de prévention des risques de malversations que l'institution a connues en 2006 au centre Régional AGRHYMET. Les contrôles continus et inopinés seront poursuivis en 2007.

VI. CONCLUSION

Les Programmes régionaux d'appui et les Unités d'appui au management sont aujourd'hui des réalités tangibles avec des équipes d'experts compétents. Ce faisant, notre organisation se maintient toujours dans le peloton des OIG performantes de la sous-région et au niveau international pour ses domaines de compétence. Le CILSS fait également partie des Institutions ayant adopté la gestion axée vers les résultats comme principe de gestion. A ce titre, il fait pionnier au sein des OIG de la sous-région. Les efforts d'implantation du dispositif de suivi-évaluation et de renforcement de capacités seront poursuivis au cours des prochaines années en vue d'accroître son impact dans la sous-région.

Toutefois, la question du financement à long terme de l'Institution, maintes fois évoquée dans les rencontres avec les Etats membres et les partenaires techniques et financiers, doit trouver une réponse adéquate à travers la tenue d'une table ronde des bailleurs de fonds du CILSS.

ANNEXES

Annexe 1

Etat de réalisation des activités annuelles du PRA/SA/LCD/POP.DEV.

N°	Activités annuelles	Taux de réalisation (%)	Observations
A 11110 (90%)	Promouvoir des technologies et connaissances favorables au développement des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux		
1	Consolider le dispositif régional d'appui à la vulgarisation et au transfert de technologies au Sahel.	90	
2	Produire des fiches techniques sur les stratégies de lutte intégrée contre les nuisibles des cultures.	100	
3	Concevoir un logiciel de saisie, d'exploitation et de transmission des données des fiches 01.	100	
4	Mettre à jour les bases de données cartographiques des pays du CILSS.	100	
5	Intégrer les données des pays dans la base de données régionale.	100	
6	Améliorer et harmoniser les méthodes d'estimation de biomasse.		
7	Etudier et mettre en place des plateformes de traitement de données MODIS.	60	
A 11120 (20%)	Développer des outils d'aide à la décision sur les risques liés aux inter-relations Pop/SA/Santé/ Environnement		
1	Confectionner des Affiches murales (Data Sheet) des pays du CILSS.	40	La restructuration de la base régionale des indicateurs des profils démographiques et socio-économiques est suffisamment avancée pour permettre la publication en ligne des affiches murales des indicateurs du Sahel.
2	Mise au point d'un système de mise à jour régulière de la base de données profils socio-économiques et démographiques des pays du CILSS.	40	Activité liée à la précédente.
3	Contribuer à l'intégration d'un mécanisme de suivi nutritionnel et de santé au dispositif du suivi des campagnes agricoles.	50	La définition d'un mécanisme d'intégration de l'information nutritionnelle au dispositif d'évaluation des campagnes agricoles a été ajournée pour la réalisation des missions de pré-identification des structures et mécanismes de collecte et traitement de l'information nutritionnelle dans 5 pays du CILSS. Ces missions se sont réalisées en collaboration avec le Ministère des Affaires Etrangères de la France.
4	Appuyer le suivi/évaluation et la coordination du projet de lutte contre les épidémies de paludisme au SAHEL.	0	Le CILSS attend l'accord de la BAD pour lancer la mise en œuvre du projet.
5	Développer une approche régionale pour le suivi/évaluation des programmes de lutte contre le VIH/SIDA (Atelier régional, AWARE.)	0	Activité non financée dans le cadre de l'appui du projet AWARE-HIV/AIDS.
6	Analyser la dynamique de population et environnement urbain: Niamey, Dakar, Bamako*.	0	Activité retenue par le PRA mais non financée.
7	Développer des applications du modèle population, environnement, développement et agriculture (PEDA).	0	Activité retenue par le PRA mais non financée.

N°	Activités annuelles	Taux de réalisation (%)	Observations
A11130 (97%)	Promouvoir l'utilisation des intrants agricoles homologués et le développement des filières agroalimentaires		
1	Poursuivre les initiatives de consolidation du dispositif d'homologation des pesticides et de réglementation phytosanitaire.	95	Les activités de consolidation du dispositif sont devenues permanentes et en fonction des sollicitations adressées au CS`P.
2	Entreprendre l'étude de faisabilité d'harmonisation des procédures d'homologation des pesticides au niveau de la CEDEAO.	95	Première version de l'étude déposée. Il est attendu de l'UEMOA et de la CEDEAO une réaction au document produit
3	Mettre en place un cadre régional de concertation sur les semences conventionnelles et transgéniques et bio sécuritaire.	100	Les deux documents de conventions cadres réglementant les semences végétales et OGM et Biosécurité adoptés par le CM/CILSS/2006 Résolution N°6/CM/CILSS/2006
4	Organiser un atelier régional de partage d'information et de sensibilisation des acteurs sur les 2 des conventions.	100	
5	Elaborer un plan d'action sur la bio sécurité pour l'espace CILSS et CEDEAO.	100	
6	Contribuer à l'harmonisation des procédures relatives à l'évaluation et la gestion des risques liés aux OGM.	90	Le rapport de concertation CEDEAO/CILSS/UEMOA sur l'harmonisation du cadre de réglementation des semences végétales est produit. Le processus de concertation pour l'harmonisation des initiatives relatives aux OGM est long. Il nécessite de la patience.
7	Tenir deux réunions du Comité Sahélien des Pesticides.	100	
A 11210 (75%)	Accroître le nombre de cadres et techniciens formés en LCD/GRN, Population/Développement et dans l'adaptation à l'évolution des nouvelles technologies.		
1	Organiser la deuxième année de formation de base en Agro météorologie, en hydrologie, en instruments et micro informatique.	95	2 Cours n'ont pas été dispensés et ont été reportés en 2007 (Télémesure & instruments automatiques x).
2	Démarrer en octobre 2006 (cours théoriques, pratiques) le Master en Gestion Concertée des Ressources Naturelles.	50	Les constructions ont démarré avec du retard. La sélection des étudiants est faite et les cours vont démarrer en 2007.
3	Organiser la première année de formation des ingénieurs et techniciens en protection des végétaux.	98	Ajustement des volumes horaires de quelques cours à cause du retard de la rentrée IPV.
4	Conduire des activités de recherche d'appui à la formation.	100	
5	Former des cadres et techniciens en Pop-Dév (formation des formateurs en Santé de la Reproduction et au cours de formation "s'adapter au changement").	100	
6	Organiser un atelier de dissémination de la recherche en SRAJ et restitution du Forum « Jeunesse et santé ».	100	
7	Organiser des ateliers de formations en GCRN, en GIRE et en agroforesterie.	50	
8	Mettre en place d'un laboratoire d'homologation des équipements agro-hydro-météorologiques.	10	TDR élaborés et avis de consultation diffusé Action suspendue.

N°	Activités annuelles	Taux de réalisation (%)	Observations
A 11310 (45%)			
Renforcer les dispositifs nationaux et régional de suivi de la campagne agro-pastorale			
1	Mettre en place une infrastructure spatiale de données : collecte, mise en forme, archivage, standardisation des formats, élaboration des métadonnées. Missions collectes de données. Consultations sur la normalisation des formats. Mise à jour des logiciels	0	Activité non exécutée pour raisons de financement
2	Contribuer au suivi rapproché de la campagne agropastorale (réunions prévues en mars, juin et septembre)	100	
3	Assurer des appuis ponctuels aux dispositifs nationaux d'évaluation de la campagne	0	
4	Organiser une rencontre sur l'estimation des postes du bilan céréalier	100	
5	Evaluer les récoltes et établir les bilans céréaliers	100	
6	Contribuer à la définition du SAP de la Guinée-Bissau	100	Le personnel clef du dispositif national de suivi de la sécurité alimentaire composé des services agricole, élevage, météorologie, commerce, planification, santé, etc.) a été formé aux techniques de collecte des données. Une maquette de bulletin d'information et un outil de collecte de l'information (questionnaire) ont été initiés et administré au SAP.
7	Appuyer les enquêtes rapides d'évaluation dans les pays (Niger, Sénégal, Burkina Faso, Mali, Mauritanie et Gambie) en cas de crise	0	En 2006, aucune crise majeure n'a été enregistrée au Niger, au Sénégal, au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie et en Gambie. La situation alimentaire est connue à travers les réunions de concertations régionales.
8	Appuyer l'élaboration des plans nationaux d'urgence dans les pays les plus touchés.	50	Un plan régional de gestion d'une éventuelle crise sera présenté à la réunion du Réseau 2006.
9	Former les dispositifs nationaux (SAP, SANAS...) aux techniques de collecte et d'analyse des données socio-économiques.	0	Suspension des fonds SOSAR-UE.
10	Elaborer un outil d'analyse de la vulnérabilité urbaine (Mali, Niger, Burkina Faso).	0	Suspension des fonds SOSAR-UE.
A 11320 (65%)			
Mettre en place des outils plus performants d'aide à la décision en matière de suivi environnemental			
1	Mettre en place des outils plus performants d'aide à la décision en matière de suivi de la campagne agro-pastorale.	100	
2	Renforcer les mécanismes de prévention et les capacités de gestion des crises alimentaires.	50	Un diagnostic de l'existant a été fait à travers des missions conjointes CILSS-MAE/France-IRD au Mali, en Mauritanie, en Gambie, au Tchad, au Sénégal et au Niger. Un protocole de collaboration sera entamé avec l'OOAS/CEDEAO.
3	Mettre en place une opération pilote au Niger (Maradi, Katsina, Kano) pour le suivi des échanges alimentaires.	100	Les dynamiques d'échanges entre les zones frontalières sont connues.

N°	Activités annuelles	Taux de réalisation (%)	Observations
4	Concevoir/Valider/Appuyer la mise en œuvre d'une charte de qualité des données statistiques et la Charte de la sécurité alimentaire.	70	1. Un document de vérification de la fiabilité des données est disponible ; 2. Une relecture de la charte de l'aide alimentaire est effectuée.
5	Mener un lobbying auprès des autorités et partenaires pour le financement des enquêtes agricoles et la collecte de l'information.	0	Faute de financement
A 11410 (50%)			
Accompagner les Etats dans la mise en œuvre de leurs programmes/projets de reboisement et dans la gestion concertée des ressources forestières partagées et/ou transfrontalières.			
1	Accompagner les pays dans la formulation des politiques régionales et dans la mise en œuvre d'actions de développement des zones transfrontalières.	50	
A 11440 (80%)			
Aider les pays du Sahel à organiser durablement l'approvisionnement et l'utilisation des énergies domestiques et alternatives			
1	Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de promotion durable des énergies renouvelables au Sahel.	70	Le processus d'adoption de stratégies énergies domestiques (SED) par les pays est quelque peu handicapé.
2	Appuyer la consolidation des savoir faire sahéliens dans le domaine des énergies.	90	L'activité phare a été l'organisation du MERS.
3	Appuyer la relance de la production et de la diffusion de foyers améliorés.	70	Des retards sont enregistrés dans l'exécution de cette activité, dus à des difficultés de mise en place du financement.
4	Appuyer le suivi écologique des ressources forestières mises en exploitation pour la production du bois-énergie.	100	Les extrants pour le test du protocole ne seront disponibles qu'à compter de fin 2007 au plus tôt.
A 11450 (40%)			
Elaborer un programme régional sur le pastoralisme			
1	Former les pays dans la maîtrise de l'outil TOOLBOX—LEAD.	90	Les délégués de huit pays sahéliens ont pris part à la formation (Non participant : Cap-Vert).
2	Contribuer au développement du SIPES en collaboration avec le PPZS.	20	Le SIPES n'est pas un projet CILSS. C'est un projet de LEAD dans lequel le CILSS a participé à travers l'AGHRYMET et l'INSAH. Cette activité est liée à l'opérationnalisation des points focaux, dont la désignation n'a été effective qu'en Septembre 2006. Par ailleurs, il n'y a pas eu de budget pour supporter cette activité auprès des organisations pastorales sous régionales.
3	Renforcer et animer le dialogue et le plaidoyer sur le pastoralisme au Sahel et en Afrique de l'Ouest	10	La participation aux journées pastorales du Niger entre dans le cadre de l'atelier national des commissions foncières du Niger organisé à Niamey du 21 au 25 juin 2006. C'est la seule activité dans le domaine pastoral à laquelle le CILSS a été convié.

N°	Activités annuelles	Taux de réalisation (%)	Observations
4	Elaborer un programme pastoral sous régional	50	L'unité de par son expertise à élaboré un programme pastoral dans le cadre du PO 2006, et a développé deux concepts de programme régional le SARNAO et PA-SEGEP soumis à la République Fédérale d'Allemagne. Pour l'année 2007, ces deux initiatives doivent être développées davantage pour constituer un programme pastoral régional pluriannuel à mettre en œuvre.
A 11520 (30%)			
Renforcer les capacités de suivi et de gestion des risques liés à l'évolution de l'environnement			
1	Organiser une rencontre inter site pour l'élaboration d'une stratégie commune de mise en place du dispositif de veille environnementale.	100	
2	Elaborer un plan de mise en œuvre du Système VE S/R et une approche méthodologique.	60	Le plan de mise en œuvre doit être finalisé avec un établissement de l'état des lieux dans les pays.
3	Atelier de validation du plan et des approches méthodologiques.	0	La planification des activités a été revue à la suite de l'atelier inter site et une nouvelle feuille de route a été adoptée.
4	Choix des observatoires de veille environnementale.	0	Idem
5	Mettre en place un système national de veille environnementale.	0	Idem
A 11530 (70%)			
Appuyer les pays du Sahel dans l'orientation des politiques et des actions de LCD pour la réduction de la pauvreté			
1	Mettre en œuvre l'IREMLCD	80	30 projets bénéficient de l'IREMLCD dans 9 Etats membres.
2	Capitaliser les acquis de l'IREMLCD	60	cette activité comptant 4 évaluations de projets qui sont programmées en fin d'année, elles ne sont pas réalisées au 30 septembre.
3	Mettre en œuvre le projet Fonds Italie CILSS LCD-RPS	80	Pour les neufs premiers mois de 2006.
A 11540 (72%)			
Améliorer le dispositif de concertation de prise de décision et de suivi-évaluation des actions de sortie de crise			
1	Organiser/Animer quatre (4) concertations sous-régionales sur le suivi de la situation agricole et alimentaire, en mars, en juin, en août et en septembre.	100	
2	Organiser une réunion de concertation Partenaires/CILSS au sortir de la réunion annuelle RPCA, en janvier.	100	
3	Faire réaliser trois (3) études de cas sur les habitudes alimentaires (Burkina Faso, Mali, Niger).	0	
4	Former les administrateurs en TDBASE et mettre à jour les données statistiques et population dans le cadre du CPC.	100	
5	Réviser les modèles "alerte précoce et information paysan adaptation pays" Calendrier Prévision Crises dans les zones à risque environnemental (ZAR).	100	

N°	Activités annuelles	Taux de réalisation (%)	Observations
6	Apporter un support aux CNA dans le cadre du Calendrier de Prévision des Crises (CPC).	100	
7	Assurer le suivi régional dans le cadre du Calendrier de Prévision des Crises (CPC).	100	
8	Diffuser l'information au moment opportun aux décideurs et autres acteurs.	100	
9	Organiser un colloque scientifique sous régional sur la mesure et l'évaluation des pénuries alimentaires (Dakar).	100	
10	Organiser/Participer à la réunion du réseau de prévention des crises 11 alimentaires (Cap-Vert).	100	
11	Elaborer le cadre conceptuel « Prévention Gestion - Réhabilitation » dans les zones à risque (Cap-Vert, Sénégal, Niger).	90	
12	Former les dispositifs nationaux de SA aux techniques rédactionnelles et communicationnelles de l'information.	0	
13	Organiser une concertation entre les Offices publics de gestion de la sécurité alimentaire (SONAGESS, CSA, OPAM, OPVN, etc.).	0	
14	Appuyer la création d'un réseau des sociétés de gestion des SNS.	0	
15	Améliorer le dispositif de concertation de prise de décision et de suivi-évaluation des actions de sortie de crise.	100	
A 12110 (70%)	Elaborer les cadres de référence et les outils méthodologiques.		
1	Elaborer des cadres opérationnelles d'intégration des stratégies d'adaptation aux changements climatiques dans les politiques et programmes de développement.	50	Les contributions des partenaires canadiens sont attendues pour finaliser les cadres.
2	Contribuer à l'élaboration d'un cadre pour le développement des systèmes d'énergie durable au Sahel comprenant les aspects institutionnels, politiques et réglementaires.	50	Les financements ont été mis place avec du retard.
3	Organiser une réunion de coordination du projet Energie IE4Sahel à Niamey.	100	
4	Organiser un atelier de formation sur la problématique énergétique pour les experts du CRA et les CONACILSS.	100	
5	Mettre en place un réseau sur l'énergie et la pauvreté.	40	L'atelier d'initiation a été reporté plusieurs fois pour des raisons de calendrier.
A 12120 (30%)	Mettre en place et animer les cadres de concertation adéquats aux niveau national et régional		
	Promouvoir le GIEC-Sahel	30	Non encore opérationnel ; le Site WEB est finalisé.
A 12130 (0%)	Former les acteurs à l'élaboration des politiques et stratégies.		
	Organiser un atelier de formation sur les techniques de négociation relatives à la CCNUCC et au protocole de Kyoto pour les points focaux.	0	Activité non encore initiée
	Organiser un atelier sur la formulation de projets environnementaux.	0	Activité non encore initiée

N°	Activités annuelles	Taux de réalisation (%)	Observations
A 12140 (70%)	Appuyer le processus d'élaboration de la charte régionale sur le foncier rural en AO		
	Organiser l'atelier de relance du processus de Praia+9.	100	L'atelier a été organisé en Novembre 2006 à Bamako au Mali.
	Participer aux initiatives sous régionales et mondiales sur le foncier.	50	La suite de l'atelier de Niamey/Niger prévoit des consultations régionales pour l'Afrique de l'Ouest en Septembre 2006. Le CILSS souhaite obtenir un mandat de la CEDEAO pour l'organisation de ces consultations.
	Appuyer la prise en compte de la surveillance des conflits fonciers dans le dispositif de veille environnementale.	60	Suite à l'atelier inter site, trois sites pilotes ont été identifiés au Burkina Faso, au Mali et au Niger sur lesquels seront conduites des études de diagnostic et de caractérisations dont les données seront corrélées aux données environnementales existantes et sortir les premières cartes d'informations du Dispositif de veille environnementale et de surveillance des conflits.
A 12210 (20%)	Contribuer à la coordination des politiques régionales en matière de sécurité alimentaires, de LCD/gestion des ressources naturelles et de population/développement (PASR_AO, SOSAR, PAO, CSP, etc.) et à leur S/EV.		
	Créer le Conseil régional et le Comité restreint.	0	Activité non exécutée pour raisons de financement, suspension SOSAR.
	Organiser la rencontre annuelle du CRESA sur l'état de mise en œuvre des stratégies nationales et régionale SA.	0	Idem
	Organiser la réunion du Comité exécutif restreint	5	Les documents préparatoires sont finalisés.
	Valider le tableau de bord des indicateurs et démarrer la collecte des données.	0	
	Appuyer l'opérationnalisation des stratégies nationales de SA.	0	Activité non exécutée pour raisons de financement, suspension SOSAR.
	Appuyer la mise en place des dispositifs de pilotage et de suivi-évaluation des stratégies nationales.	0	Idem
	Organiser une concertation sous-régionale sur l'harmonisation des politiques commerciales et la facilitation des échanges des produits alimentaires.	0	Idem
	Elaborer et diffuser des dossiers techniques, de plaidoyer et de communication.	0	Idem
	Définir des conditions d'accès à l'alimentation et aux services sociaux de base dans les zones défavorisées et pour les groupes de populations pauvres.	0	Idem
	Assurer le suivi des Conventions régionales et internationales sur la gestion des pesticides.	100	
	Poursuivre et renforcer le dialogue technique et politique en vue du renforcement des politiques et stratégies.	50	
	Suivre la mise en œuvre du Programme d'Action de Ouagadougou (PAO) en matière de population et développement et de la conférence Internationale sur Population et Développement (CIPD) auprès des Institutions nationales et à leur S/Evaluation.	50	Les 9 groupes de travail ont reçu chacun un appui financier de 1 million de FCFA mais la rencontre technique préparatoire à PAO+10 a été reportée pour insuffisance de ressources financières.

N°	Activités annuelles	Taux de réalisation (%)	Observations
	Appuyer les groupes nationaux de travail au suivi du programme d'action de Ouagadougou en matière de population et développement (PAO).	50	Les 9 groupes de travail ont reçu chacun un appui financier de 1 million de FCFA mais la rencontre technique préparatoire à PAO+10 a été reportée pour insuffisance de ressources financières.
	Tenir une rencontre avec les coordonnateurs des groupes de travail pour les préparatifs de PAO+10 en 2007.	0	Reportée en 2007 par manque de financement
A 12220 (60%)	Appuyer la mise en œuvre des grandes conventions (CCD, CBD, CCC)		
	Appuyer la finalisation des PANLCD Guinée, Guinée-Bissau, Sierra Leone.	75	Atelier de validation pour Guinée B. Prévu du 6 au 8 décembre 2006 au premier trimestre 07. Appui catalytique pour la finalisation du PAN de Sierra Leone (validation prévue au 1er trimestre 2007).
	Participer aux conférences internationales	100	
	Organiser des sessions d'information des cadres du CILSS et des PF sur les grandes conventions et leurs enjeux.	0	Ressources disponibles insuffisantes pour organiser un atelier régional sur le thème.
A 12240 (0%)	Appuyer les Etats dans la mise en œuvre des plans d'actions relatifs aux différentes conventions et traités internationaux.		
	Evaluer le potentiel de séquestration en carbone des principaux types physiologiques de la végétation en Afrique de l'Ouest.	50	Etude réalisée pour les pays du sahel
A 13110 (47%)	Vulgariser les acquis du CILSS et des pays en direction des acteurs et utilisateurs		
	Analyser, capitaliser et disséminer les expériences des programmes spécifiques au niveau régional.	50	
	Préparer les bulletins d'alerte.	100	
	Appuyer la mise en œuvre du transfert du bulletin spécial « décideurs ».	50	
	Valoriser les acquis et résultats de LU/LC (Mali, Niger)	20	Les acquis du programme Land/Use/Land/Cover sont des produits d'outils d'aide à la décision en direction des décideurs politiques sur les thèmes socio-économique et politico-institutionnel pour deux pays : le Burkina Faso et le Niger. Ces outils sont réalisés sous forme de brochures, posters et dépliants.
	Etendre l'expérience de LU/LC aux pays côtiers (Ghana...).	0	
	Capitaliser les résultats des études conduites en collaboration avec les éleveurs de la région de Tahoua au Niger.	50	
	Promouvoir des méthodes simples et normalisées de suivi écologique de ressources ligneuses des bassins d'approvisionnement des grandes villes au Sahel.	50	
	Mettre en ligne les résultats obtenus par les projets spécifiques.	75	

N°	Activités annuelles	Taux de réalisation (%)	Observations
	Développer les arguments économiques en faveur de la GRN.	33	Les ressources pour étendre l'étude au BF et au Mali n'ont pas été disponibles. L'atelier de lancement des études au Mali a eu lieu en décembre 2006.
A 13130 (65%)	Assurer le transfert des systèmes d'informations SA et des outils de suivi de SA, de GRN et de Population/Développement aux autres pays de l'Afrique de l'Ouest.		
	Faire un état des lieux dans les pays de la CEDEAO.	50	Missions conduites au Bénin, Togo et Guinée.
	Etendre la carte d'identité rurale à 5 pays de l'Afrique Ouest (ROPPA).	80	Extension faite au Togo, en Gambie, Guinée-Bissau, et Côte d'Ivoire.
A 13150 (40%)	Capitaliser et valoriser les connaissances dans les domaines de la gestion intégrée des ravageurs et des maladies des plantes		
	Poursuivre les études de terrain au Niger sur le criquet sénégalais et autres sautereaux.	70	Mission de terrain effectuée sur le transept d'étude au Niger.
	Proposer une méthodologie d'analyse de risque phytosanitaire pour les sautereaux.	50	
	Acquérir des équipements informatiques pour 6 pays dans le cadre du projet criquet pèlerin (Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Niger, Tchad).	80	Les équipements seront envoyés dans les pays au cours du dernier trimestre.
	Contribuer aux opérations de test du green muscle contre le criquet pèlerin.	50	Les élevages de masse pour le test ont démarré.
	Effectuer des missions de terrain pour valider les images MODIS et SPOT dans le cadre de la surveillance du criquet pèlerin.	50	Le rapport de la première mission est disponible.
	Organiser 2 ateliers de formation en acridologie.	0	Activité reportée en 2007.
	Organiser 2 réunions de coordination technique du projet criquet pèlerin.	0	Idem
	Identifier les pistes de collaboration sur les zones fragiles (péril acridien).	0	Idem
	Organiser un voyage d'études dans les pays du Maghreb pour les acridologues du Sahel.	0	Idem
	Organiser un atelier de formation sur l'utilisation des images satellitaires pour la surveillance du criquet.	100	

Annexe 2

Situation des arriérés de cotisations des Etats Membres au 31 octobre 2006

Etats Membres	Arriérés de contribution au 31-10-2006				TOTAL	% sur TOTAL
	2003 et antérieur	2004	2005	2006		
BURKINA FASO	7 892 545	0	0	0	7 892 545	0,8
CAP-VERT	24 239 140	21 020 340	21 020 340	21 020 340	87 300 160	8,4
GAMBIE	0	0	188 619	10 328 024	10 516 643	1,0
GUINEE-BISSAU	138 039 632	28 027 120	28 027 120	28 027 120	222 120 992	21,5
MALI	0	0	0	0	0	0,0
MAURITANIE	88	618 691	0	33 901	652 680	0,1
NIGER	372 902 971	52 550 852	52 550 852	52 550 852	530 555 527	51,3
SENEGAL	0		0	0	0	0,0
TCHAD	70 579 566	35 033 901	35 033 901	35 033 901	175 681 269	17,0
TOTAUX	613 653 942	137 250 904	136 820 832	146 994 138	1 034 719 816	100,0